

2011

RAPPORT ANNUEL

FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



Le FFEM
au service de
l'environnement
mondial



FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

2011 RAPPORT ANNUEL

- 2 Chiffres clés
- 3 Concilier protection de l'environnement mondial et développement
- 4 Avant-propos du Secrétaire Général du FFEM

- 6 MISSION DU FFEM
- 7 ORGANISATION

- 8 LES FAITS MARQUANTS 2011
- 9 Le FFEM et les forêts

- 12 L'ACTIVITÉ 2011 PAR DOMAINE
- 14 Carte des projets identifiés/engagés en 2011
- 16 ► Biodiversité
- 21 ► Programme de Petites Initiatives (PPI)
- 22 ► Changement climatique
- 26 ► Eaux internationales
- 28 ► Dégradation des terres et polluants organiques persistants
- 30 ► Couche d'ozone stratosphérique

- 32 PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET PARTAGE DE SAVOIRS

- 38 LES ANNEXES
- 40 Le cycle de projet
- 41 Principaux acronymes
- 42 Liste des projets identifiés/engagés en 2011
- 45 Bilan d'activité 1994 – 2011
- 46 Repères 2011 sur les actions de communication

2011

CHIFFRES CLÉS*

18 projets approuvés
pour financement
pour un montant global de **26 M€**

41% biodiversité

51% changement climatique

8% eaux internationales

84% de l'intervention du FFEM
se concentre sur
l'Afrique et la Méditerranée

* hors projets ozone

ADF - AGENCE ISTANBUL

Le montant moyen d'une subvention
du FFEM est de près de **1,5 M€**

La part de financement du FFEM représente
près de **21%** du coût total du projet.

LE FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Concilier protection de l'environnement mondial et développement

DES DONNÉES AU SERVICE DE PROJETS CONCRETS ET INNOVANTS

Instrument financier de la politique française bilatérale de coopération et de développement dédié à la protection de l'environnement, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) intervient depuis 1994 dans six domaines de l'environnement mondial : biodiversité, changement climatique, eaux internationales, dégradation des terres, polluants organiques persistants, couche d'ozone stratosphérique.

En cohérence avec l'action de l'aide française au développement et celle de son homologue multilatéral, le Fonds pour l'environnement mondial, le FFEM met en œuvre des projets qui contribuent à la réalisation des objectifs des conventions internationales signées par la France, en combinant développement économique et social des pays bénéficiaires et protection de l'environnement.

Le FFEM finance, exclusivement sous forme de dons, des projets et des programmes de développement durable dans les pays émergents et en développement. Plus de 65% de ses interventions se concentrent sur l'Afrique subsaharienne et la Méditerranée.

Lieu de synergie de l'aide bilatérale française et de l'aide multilatérale, il encourage, à travers ses projets, les innovations, la recherche et l'expérimentation, ainsi que la mobilisation de partenariats multi acteurs. Sous le contrôle vigilant de son Comité scientifique et technique, le FFEM soutient l'innovation tant dans les thèmes qu'il aborde, que dans les géographies où il intervient ou dans les instruments et acteurs qu'il mobilise.

Avec des montants limités (en moyenne 1,1 M€ sur la période 1994-2011), il assure un effet de levier élevé de l'ordre de 1€ pour 10€ par projet.

Les projets financés par le FFEM sont portés par une des six institutions membres de son comité de pilotage : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, et Agence Française de Développement. La présidence du Comité de pilotage et le suivi institutionnel du FFEM sont assurés par la direction générale du Trésor du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Au 05/04/2012

LE FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
UN PARTENAIRE AU SERVICE
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE



« L'un des grands instruments au service de la politique française de coopération et de développement en matière de changements climatiques, de biodiversité, d'eaux internationales, de désertification et de dégradation des terres, de protection de la couche d'ozone et de polluants organiques persistants »

Extrait convention cadre État-AFD du 3/09/2004

AVANT PROPOS DE

FRANÇOIS-XAVIER DUPORGE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FFEM

Fort de sa cinquième reconstitution quadriennale (2011-2014) à hauteur de 95 millions d'euros, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a abordé l'année 2011, déclarée par les Nations Unies « Année internationale des forêts » avec une double mission : continuer à jouer son rôle unique au sein du système de la coopération française, à savoir soutenir l'innovation et articuler aide bilatérale et multilatérale, et réaliser un effort particulier dans le domaine de la préservation des massifs forestiers.

2011 : des engagements renforcés en faveur de la protection des forêts

En 2011, le FFEM a poursuivi son mandat de contribution aux engagements internationaux de la France dans les domaines de l'environnement mondial. Dans le cadre de l'engagement français pour les forêts au titre des financements précoces dit « fast-start » (2010 – 2012) issus de l'accord de Copenhague, le FFEM a été amené à accroître le montant de ses engagements en faveur de projets contribuant aux activités de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+). Le FFEM a ainsi démontré qu'il était un canal efficace et réactif permettant une capitalisation de l'expertise existante et un lancement rapide des activités.

En 2011, ses autorisations de financement se sont ainsi élevées à 26 millions d'euros, soit une progression de 24% par rapport à l'année précédente, répartis sur dix-huit projets. Sept projets concernent la protection des forêts pour un montant de 13,25 M€. Les efforts seront également poursuivis en 2012.

La lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité, réunissant plus des deux tiers des financements, restent au cœur des activités du FFEM. En plus des 18 projets approuvés au stade de l'engagement, le Comité de pilotage a approuvé 9 projets supplémentaires au stade de l'identification pour un montant total de 11,26 M€, sous le contrôle et l'expertise de son Comité scientifique et technique. L'intervention du FFEM s'est concentrée majoritairement en Afrique et en Méditerranée en cohérence avec ses axes stratégiques d'intervention.

Une mission de production et de partage de connaissances

Capitaliser pour tirer des enseignements de ses expériences pilotes et innovantes, afin de généraliser et diffuser de nouvelles méthodes ou pratiques est un axe fort du FFEM.

L'année internationale des forêts a été l'occasion de faire connaître les expériences qu'il a menées en matière de protection de la biodiversité dans le secteur forestier en Afrique depuis 10 ans, en s'appuyant en particulier sur les résultats d'une évaluation rétrospective externe. Treize projets « Biodiversité » financés dans le Bassin du Congo, pour 14,8 M€, entre 1999 et 2010 ont été analysés, ainsi que 25 projets financés sur le Programme de petites initiatives. Ceci marque l'engagement fort du FFEM dans une région vitale pour répondre aux enjeux de la conservation de la biodiversité.

Un instrument financier et un partenaire au service du développement durable

Au service de la politique française de coopération en matière de protection de l'environnement mondial, le FFEM cofinance des projets de développement durable en lien avec les accords multilatéraux environnementaux (AME) signés par la France.

Le FFEM inscrit ses actions dans une stratégie de développement économique et social des pays bénéficiaires qui va au-delà de la protection stricto sensu de l'environnement.

Toujours minoritaire dans sa part de financement, le FFEM a un rôle de catalyseur dans la construction de financements en faveur des pays en développement. Il noue des partenariats avec différents acteurs : bailleurs, acteurs publics, entreprises privées, chercheurs, collectivités locales, organisations non gouvernementales ou fondations.

Chaque projet ou programme cofinancé par le FFEM est présenté sous la responsabilité d'une des six institutions membres de son Comité de pilotage :

- Au 05/04/2012
- > le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI),
 - > le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE),
 - > le Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL),
 - > le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR),
 - > le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT),
 - > l'Agence Française de Développement (AFD).

Les projets et les programmes cofinancés par le FFEM sont préparés, présentés, suivis et évalués par une ou plusieurs institutions membres du Comité de pilotage, en s'appuyant sur les avis remis par le Comité scientifique et technique du FFEM. Le Secrétariat du Fonds apporte, quant à lui, son appui au processus d'instruction, de suivi, de capitalisation et de communication sur les projets.

Sa mission

Favoriser la protection de l'environnement mondial dans les pays en développement

Les actions du FFEM s'inscrivent dans les grandes orientations fixées par le gouvernement français en matière d'environnement depuis le Sommet mondial de la Terre en 2002, dans les principes de la Charte de l'environnement adoptée en 2005, ainsi que dans la stratégie nationale de développement durable et son volet international. Elles s'inscrivent également dans les décisions du CICID, dans ses stratégies sectorielles « développement-énergie climat », « eau », « lutte contre la désertification » et « environnement ». Enfin, les actions du FFEM répondent aux orientations des conventions environnementales internationales auxquelles la France a souscrit.

LE COMITÉ DE PILOTAGE (composition au 05/04/2012)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE - Direction générale du Trésor

Service des Affaires multilatérales et du Développement

Rémy Rioux (Président)	Sous-directeur des affaires financières multilatérales et du développement
Alain Damais	Chef du bureau de l'aide au développement et des institutions multilatérales de développement
Thomas Gosset	Chef du bureau de l'aide-projet

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES - Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats

François Gave	Sous-directeur de l'environnement et des ressources naturelles
Philippe Martinet	Sous-directeur du climat et de l'énergie

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT - Direction des affaires européennes et internationales

Marine de Carné	Sous-directrice du changement climatique et du développement durable
------------------------	--

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE - Direction générale pour la recherche et l'innovation

Ary Bruand	Directeur scientifique pour le secteur environnement, planète-univers, espace
-------------------	---

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires

Marie-Hélène Le Hénaff	Sous-directrice des Echanges internationaux
-------------------------------	---

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Jean-Bernard Véron	Conseiller du directeur de la Stratégie
Robert Peccoud	Directeur du département de la Recherche à la direction de la Stratégie



L'organisation

Le FFEM dispose d'une gouvernance spécifique avec un comité de pilotage interministériel, un comité scientifique et technique de haut niveau et un secrétariat qui assure la gestion des cycles opérationnels et stratégiques.

Une gouvernance interministérielle

Présidé par le représentant du ministère chargé de l'Economie (Direction Générale du Trésor, Sous-direction des Affaires financières internationales et Développement), le Comité de pilotage se prononce lors de réunions pluriannuelles sur la politique générale du FFEM, ses orientations géographiques, ses domaines d'intervention, ses méthodes, ses ressources. Il décide de l'identification de projets, après avis du Comité scientifique et technique, et de l'approbation de leur financement. Il nomme également les membres du Comité scientifique et technique doté d'un rôle consultatif auprès du FFEM.

Un processus rigoureux d'analyse et d'évaluation

Le FFEM est doté d'un Comité scientifique et technique composé de onze personnalités reconnues pour leurs compétences économiques, environnementales et sociales dans les domaines couverts par le FFEM.

Le Comité scientifique et technique est une instance consultative et de conseil sur les projets et les stratégies sectorielles du FFEM. Son rôle consiste à émettre des recommandations au stade de l'identification des projets et de l'engagement des fonds. Il anime et effectue des études relatives aux aspects scientifiques et techniques de l'environnement mondial. Il participe également aux initiatives visant à informer et sensibiliser les partenaires français et internationaux sur les enjeux de l'environnement mondial.

Un secrétariat pour une gestion dynamique des opérations

Le Secrétariat du FFEM constitue la troisième instance du FFEM aux côtés du Comité de pilotage, organe décisionnel et du Comité scientifique et technique (CST), organe consultatif. Il est l'instance opérationnelle du Fonds.

Le Secrétariat est confié à l'Agence Française de Développement qui lui fournit les moyens matériels et humains, nécessaires à son fonctionnement. Afin d'exercer les missions du FFEM, l'Etat a donné mandat à l'AFD pour signer les conventions et contrats relatifs aux projets financés par le FFEM.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

(composition au 05/04/2012)

Michel Griffon Président du CST
Conseiller scientifique auprès de la Direction générale de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Marc Bied-Charreton
Professeur et Président du comité scientifique français de la désertification Université de Versailles Saint Quentin Yvelines

Lucien Chabason
Conseiller auprès de la direction de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)

Patrick Duncan
Directeur de recherche au CNRS

Philippe Freyssinet
Directeur général adjoint de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Anne Gouyon
Agro économiste – fondatrice associée BeCitizen

Michel Hamelin
Expert énergie - climat

Alain Karsenty
Socio-économiste au CIRAD

Doyle Mc Key
Professeur des Universités – chercheur à l'Université Montpellier II

Louis-Alexandre Romaña
Responsable Scientifique « Environnement Côtier »
Direction de la Prospective et de la Stratégie Scientifique de l'IFREMER

Jacques Varet
Conseiller du Président au BRGM

LE SECRÉTARIAT

(composition au 05/04/2012)

Secrétaire général
François-Xavier Duporge
Jacqueline Mattioli *Assistante coordonnatrice*

Biodiversité et Programme de Petites Initiatives
Julien Calas

Dégradation des terres et forêts
Christophe Du Castel

Eaux internationales, polluants
Janique Etienne

Changement climatique
Denis Vasseur

Protection de la couche d'ozone - protocole de Montréal
Béatrice Vincent (*expert externe*)

Affaires générales et budgétaires
Dominique Boirard
Laurence Alligbonnon *Suivi des conventions de financement*
Elisabeth Carpentier *Suivi des décaissements*

Communication
Valérie Fakir

2011

FAITS MARQUANTS

▶ CHANGEMENT CLIMATIQUE

28/11 au 11/12 (Durban, Afrique du Sud)

17ème Conférence des Parties climat COP-17

La 17ème Conférence des Parties avait pour objectif de trouver un accord international autour de la lutte contre le changement climatique. Des concessions ont dû être faites par les différents Etats membres sur le niveau d'ambition afin de garantir à la fois l'applicabilité et la crédibilité de l'accord. Cependant, la conférence a permis des avancées notoires vers l'établissement d'une convention internationale pour l'après-Kyoto.

Deux représentants du Secrétariat du FFEM étaient présents à Durban afin de présenter trois actions pilotes co-financées par le FFEM à l'occasion d'ateliers organisés en parallèle des négociations.

▶ DÉSERTIFICATION ET DÉGRADATION DES TERRES

Mars 2011

Lancement du programme régional de gestion durable des terres (PRGDT)

Ciblé sur les régions sahéliennes d'Afrique de l'Ouest, ce programme vise à sécuriser les revenus des populations et à réduire leur vulnérabilité.

Grâce à des partenariats entre collectivités territoriales du Nord et du Sud, il met au cœur de la lutte contre la désertification, les personnes et les institutions directement confrontées au processus de dégradation des terres. L'objectif est d'améliorer leurs revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, en intégrant des modes de gestion durable des terres.

▶ COUCHE D'OZONE STRATOSPHERIQUE

21 au 25/11 (Bali, Indonésie)

23ème réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances appauvrissant la couche d'ozone

Le principal enjeu de cette réunion a été la négociation de la 8ème reconstitution du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal pour 2012 à 2014, dont la France est le 4ème contributeur. Le budget adopté s'élève à 450 millions d'US\$. La France contribue à hauteur de 7,5 millions d'euros par an pour cette même période, 2012-2014.

▶ BIODIVERSITÉ

24/01 au 27/01 (Guadeloupe)

Colloque sur les Aires Marines Protégées de la Caraïbe

Organisé par le Parc national de Guadeloupe avec l'appui de l'Agence des Aires Marines protégées et du CAR-SPAW, cet événement a rassemblé une centaine de spécialistes d'horizons divers (scientifiques, politiques, gestionnaires et professionnels de la mer) afin de discuter des réserves marines des Caraïbes. La rencontre a permis d'évoquer des sujets qui s'inscrivent dans une logique régionale, en particulier celui des AMP, de la pêche, du tourisme, et de la conservation du lamantin dans les Antilles.

▶ BIODIVERSITÉ

07/02 (Paris)

Conférence « Quel avenir pour les récifs coralliens ? »

En lien avec l'Année des Outre-mer, et la fin de l'Année internationale sur la biodiversité, cette conférence avait pour but de présenter et de définir le rôle et les orientations de la France en matière de protection des récifs coralliens. La France rassemble 10% des récifs coralliens de la planète, à ce titre, les actions dans les collectivités d'Outre-mer ont été valorisées auprès des décideurs français et de la communauté internationale.

BIODIVERSITÉ

06/10 (Paris)

Conférence présentant le bilan de 20 ans d'intervention de l'AFD et du FFEM dans le secteur forestier dans le Bassin du Congo

Cette conférence a été l'occasion pour le FFEM et l'AFD de restituer les résultats des évaluations rétrospectives des projets forestiers menés depuis 20 ans dans le Bassin du Congo. Toujours dans le cadre de l'année internationale des forêts, les apports issus de ces évaluations avaient pour objectif de contribuer à préciser l'approche politique française, notamment en lien avec l'actualisation du Livre blanc sur les forêts tropicales.



FRANCK RIBAS / BRU



FRANCK RIBAS / BRU



FRANCK RIBAS / BRU



L'année 2011 a été proclamée

Année Internationale de la Forêt par l'Assemblée des Nations Unies, marquant la volonté de la communauté internationale de soutenir et d'encourager les initiatives concernant la gestion durable et la protection de la forêt.

C'est lors du Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF) réuni pour la 9ème fois du 2 janvier au 4 février à New York, qu'a été souligné le rôle majeur des forêts pour les 1,6 milliard d'êtres humains qui en dépendent. Une attention particulière a été portée sur les modes de financement à développer et à soutenir pour une meilleure préservation des ressources forestières.

LE FFEM ET LES FORÊTS

LA FORÊT en QUELQUES CHIFFRES

> Les forêts occupent **40 millions de km²** sur la surface terrestre, soit **30% des terres émergées**.

> Chaque année, **80 000 km² de forêt sont abattus**, soit l'équivalent de la superficie d'un pays comme l'Autriche.

> La certification des produits forestiers qui garantit une exploitation durable des forêts couvre **90 millions d'hectares, soit 2,3% des forêts du monde**.

Source : ONF

> Certaines ONG vont jusqu'à prévoir la **disparition totale des forêts amazoniennes d'ici à 2030** si la déforestation se poursuit à son rythme actuel.

LES SERVICES RENDUS PAR LES FORÊTS

Les forêts assurent des fonctions économiques et sociales : **1,6 milliard de personnes sont dépendantes des forêts et de leurs ressources pour vivre**.

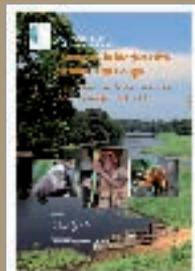
Les forêts remplissent des fonctions essentielles pour les écosystèmes. Elles constituent des réservoirs de biodiversité en concentrant près de 80% des espèces terrestres. Les arbres assimilent en outre de grandes quantités du gaz carbonique atmosphérique, les forêts constituent donc des « puits de carbone » et stockent d'importantes quantités de gaz à effet de serre (GES). La déforestation serait responsable de 20% des émissions de GES. Par ailleurs, la déforestation déstabilise le cycle de l'eau en accélérant les processus de ruissellement et accélère les mécanismes de dégradation des terres.

PUBLICATIONS

ÉTUDE DE MARCHÉ DU BOIS CERTIFIÉ



Cette étude, réalisée conjointement avec l'Association Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT), apporte une réflexion sur l'avenir des produits bois éco-certifié sur le marché européen. Elle a été effectuée dans le cadre du programme ECOFORAF cofinancé par le FFEM et qui vise à promouvoir une exploitation durable des ressources forestières du Bassin du Congo, compatible avec la préservation des surfaces forestières et des services environnementaux qu'elles assurent.



CONSERVER LA BIODIVERSITÉ DU BASSIN DU CONGO

Cette publication constitue la synthèse d'une évaluation externe de projets "Biodiversité" cofinancés par le FFEM dans le Bassin du Congo. Elle est issue d'un exercice d'évaluation rétrospective mené en 2010. Elle présente les acquis de treize projets financés entre 1997 et 2010.

LES ENGAGEMENTS FRANÇAIS POUR LE REDD+



Cette plaquette présente les engagements du FFEM en matière de REDD+, au travers d'exemples de projets. L'expérience du FFEM et son réseau d'acteurs lui permettent d'intervenir en matière d'aide à la préparation d'activités pilotes REDD+, et lors de leur mise en œuvre.

BILAN DES ACTIONS "BIODIVERSITÉ" DANS LE BASSIN DU CONGO



Cette plaquette présente différentes expériences de conservation de la biodiversité du Bassin du Congo qui ont fait l'objet d'un cofinancement du FFEM. Le FFEM est un des premiers donateurs dans le Bassin du Congo pour la conservation de la biodiversité.



AFD - AGENCE LIBREVILLE



FRANCKRIBAS / BRLI



FRANCKRIBAS / BRLI



FRANCKRIBAS / BRLI

LE FFEM ET LES FORÊTS

En 2011, le FFEM a fait de son action en faveur des forêts une priorité. Cette thématique transversale concerne l'ensemble de ses domaines d'activités, et principalement les fenêtres « biodiversité » et « changement climatique ».

En adéquation avec les orientations internationales et les engagements de la France, l'intervention du FFEM s'inscrit dans le cadre des engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques de Copenhague en 2009. Les pays développés se sont engagés à financer, à hauteur de 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012, des actions en faveur de la lutte contre la dégradation des forêts. La France s'est engagée à allouer des fonds à la lutte contre la déforestation, qui sont en partie déployés par le FFEM.

Le FFEM encourage les projets visant à séquestrer le carbone, en particulier au travers de la préservation des forêts. Il participe également à la mise en place de la certification des produits forestiers et développe des mécanismes de valorisation économique des ressources forestières.

Le mécanisme REDD+ : Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les pays en développement.

Ce mécanisme international cherche à rémunérer les efforts des pays forestiers tropicaux qui s'engagent à réduire la déforestation et la dégradation des forêts sur leurs territoires, à conserver leurs forêts et à augmenter les stocks de carbone. Ces efforts comprennent des activités de :

- > réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts ;
- > conservation et renforcement des stocks de carbone forestier ;
- > gestion durable des forêts.

L'Accord de Cancun prévoit 18 recommandations et clauses de sauvegarde qui s'appliquent à la mise en œuvre de ces activités. Parmi ces clauses et recommandations, figurent notamment le respect des populations locales, la protection de la biodiversité et la non-conversion des forêts naturelles.



LES PROJETS FORÊTS ENGAGÉS EN 2011

7 des 18 projets engagés en 2011 concernent les forêts. Ils s'inscrivent dans 4 axes stratégiques :

- > **Comprendre les processus de déforestation et de dégradation des forêts** (DynAfFor) ;
- > **Innover en matière de gestion durable des écosystèmes forestiers** (réserve nationale de Gilé) ;
- > **Améliorer la gouvernance des territoires** (optimiser la production de biens et services par les écosystèmes forestiers, Méditerranée) ;
- > **Mettre en œuvre des actions REDD+ pilotes** (Valorisation du potentiel REDD+ Rio Grande de la Magdalena).

2011

L'ACTIVITÉ PAR DOMAINE

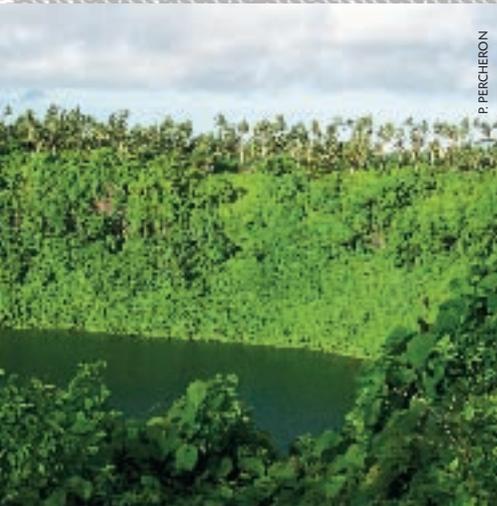
- ▶ *biodiversité*
- ▶ *changement climatique*
- ▶ *eaux internationales*
- ▶ *dégradation des terres, polluants organiques persistants*
- ▶ *couche d'ozone stratosphérique*



Vallée de l'oued Chibka, Mauritanie



Sur l'année 2011, le FFEM a approuvé 26 millions d'euros de financement pour 18 projets, tandis que 9 projets ont été validés pour instruction. L'ensemble de ces opérations représente un potentiel d'engagement de subvention du FFEM de 37,26 M€.



P. PERCHERON

Lac Lalolalo, Nouvelle Calédonie



FRANCK RIBAS / BRLI

Café d'un système agro-forestier reconstitué, Madagascar



AFD - AGENCE LIBREVILLE



NASA

Trou dans la couche d'ozone - les zones sombres correspondant à un déficit en ozone



L. TRIBY



F. NIMAL / FIBA

Le FFEM finance des projets innovants ayant un objectif de développement économique et social avec un impact significatif et durable sur l'environnement mondial. Il contribue à la réalisation des engagements auxquels la France a souscrits dans le cadre des conventions internationales dans le domaine de l'environnement, en mettant notamment en avant ses priorités géographiques.

Réserve naturelle des marais de Kaw, Guyane

LES PROJETS IDENTIFIÉS OU ENGAGÉS en 2011

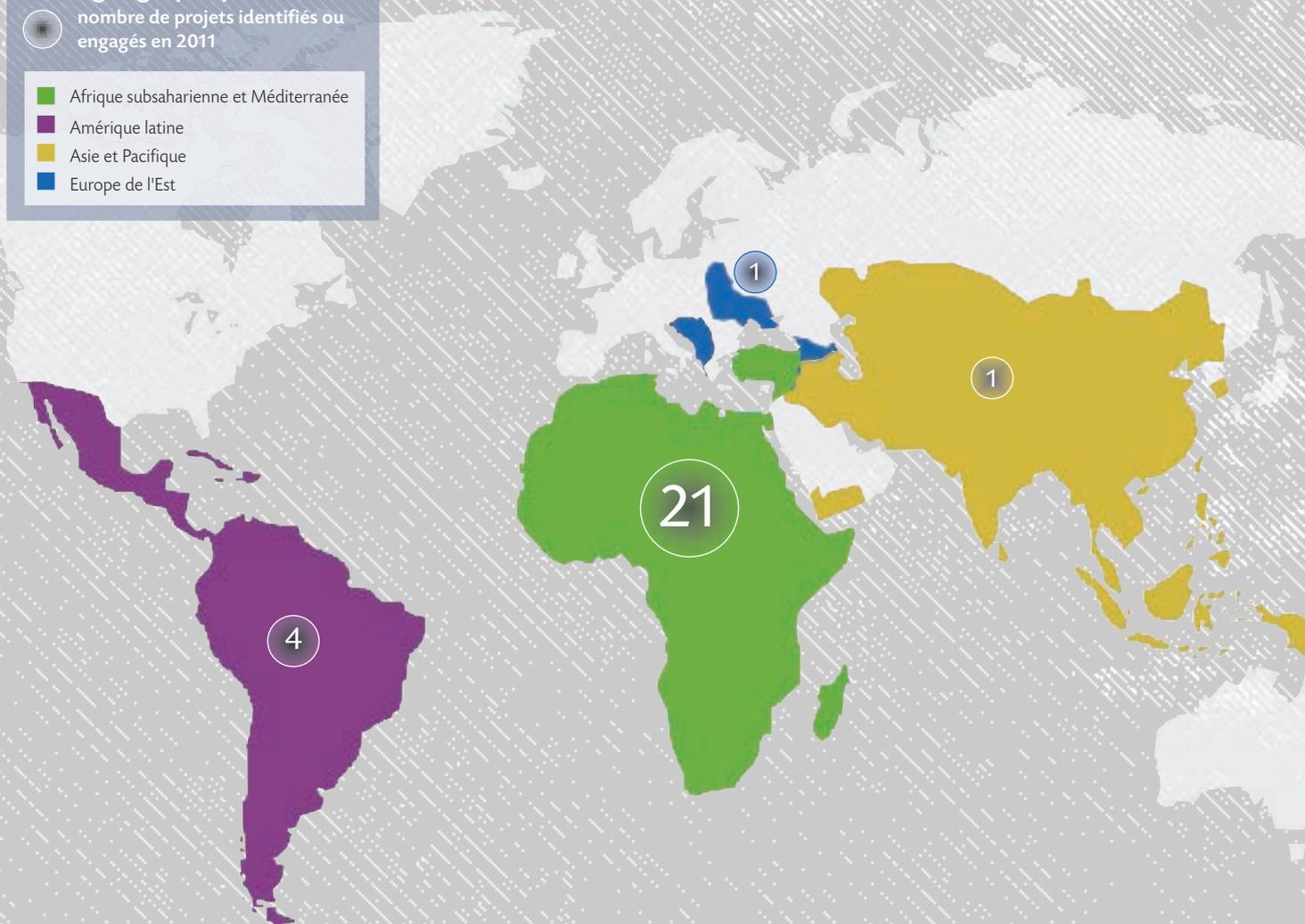
En 2011, conformément à ses objectifs, le FFEM a concentré son intervention sur l'Afrique et la Méditerranée.

Il a également poursuivi sa mission de protection de l'environnement mondial en Amérique Latine, en Asie et Pacifique, et en Europe de l'Est.

Zone géographique du FFEM

 nombre de projets identifiés ou engagés en 2011

-  Afrique subsaharienne et Méditerranée
-  Amérique latine
-  Asie et Pacifique
-  Europe de l'Est



BIODIVERSITÉ

AFRIQUE (Régional) – engagé
« Save Our Species » (SOS)
Contribution FFEM : 1 M€
Coût total : 11,2 M€

KENYA – engagé
Projet de conservation au Nord Kenya
Contribution FFEM : 1,5 M€
Coût total : 12,6 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié et engagé
Programme de Petites Initiatives 3
Contribution FFEM : 2 M€
Coût total : 4,4 M€

AFRIQUE (Régional) – engagé
Structure et dynamique des forêts
d'Afrique (DynAfFor)
Contribution FFEM : 2,5 M€ (Phase 1 et 2)
Coût total : 6,8 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié et engagé
Programme phare « Modélisation et
scénarios de la biodiversité » de la FRB
Contribution FFEM : 1 M€
Coût total : 4,6 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié
Produits naturels certifiés pour préserver
la biodiversité et appuyer le développe-
ment local en Afrique australe
Contribution FFEM : 0,9 M€
Coût total : 3 M€

MAURITANIE – identifié
Contribution au capital du Fonds
fiduciaire du Banc d'Arguin et de la
biodiversité côtière et marine
Contribution FFEM : 1,2 M€
Coût total : 18,4 M€

GUATEMALA – identifié et engagé
Durabilité des mécanismes de cogestion
et de conservation communautaire
de la biodiversité dans le système
guatémaltèque d'aires protégées
Contribution FFEM : 1,5 M€
Coût total : 3,6 M€

BRÉSIL – identifié
Plateforme expérimentale pour la
gestion des territoires ruraux d'Amazonie
Légale
Contribution FFEM : 2 M€
Coût total : 8,6 M€

EUROPE (Régional) – engagé
Conservation et valorisation de la
biodiversité : développement durable
de la montagne balkanique
Contribution FFEM : 1,2 M€
Coût total : 3,8 M€

CHANGEMENT CLIMATIQUE

AFRIQUE (Régional) – engagé
Appui au développement et à la struc-
turation de la filière paysanne du jatropha
en Afrique de l'Ouest
Contribution FFEM : 1,1 M€
Coût total : 5 M€

AFRIQUE (Régional) – engagé
Renforcement de capacité et accès aux
données satellitaires pour le suivi des
forêts en Afrique Centrale et en Afrique
de l'Ouest
Contribution FFEM : 1,6 M€ (Phase 1)
Coût total : 14,6 M€

AFRIQUE (Régional) – engagé
African Carbon Asset Development
Contribution FFEM : 2 M€
Coût total : 6 M€

AFRIQUE (Régional) – engagé
Programme d'appui à la définition de
stratégies de développement sobres en
carbone et résiliente au changement
climatique
Contribution FFEM : 1,5 M€
Coût total : 5 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié et engagé
Africompost
Contribution FFEM : 1 M€
Coût total : 7,1 M€

MOZAMBIQUE – identifié et engagé
Projet pilote de lutte contre la déforesta-
tion et la dégradation de la forêt de
miombo dans la réserve nationale de
Gilé et sa périphérie
Contribution FFEM : 2 M€
Coût total : 5 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié
Programme d'appui à l'approvisionne-
ment et l'utilisation durables de bio-
masse énergie en Asie et en Afrique
Contribution FFEM : 2 M€
Coût total : 6 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié
Appui au "Fonds LIVELIHOOD"
Contribution FFEM : 1,2 M€
Coût total : 31,5 M€

COLOMBIE – identifié et engagé
Valorisation du potentiel REDD+ et
MDP pour le développement durable du
Rio Grande de la Magdalena
Contribution FFEM : 1,5 M€
Coût total : 10 M€

**MÉDITERRANÉE (Régional) – identifié et
engagé**
Optimiser la production de biens et
services par les écosystèmes boisés
méditerranéens dans un contexte de
changements globaux
Contribution FFEM : 2,7 M€ (Phase 1 et 2)
Coût total : 8,5 M€

EAUX INTERNATIONALES

AFRIQUE (Régional) – identifié et engagé
Gestion intégrée et concertée des
ressources en eau des systèmes aquifères
d'Iullemeden, de Taoudeni/Tanezrouft
et du fleuve Niger
Contribution FFEM : 0,5 M€
Coût total : 2 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié et engagé
Préservation du Lac Tchad : Contribution
à la stratégie de développement du Lac
Contribution FFEM : 0,8 M€
Coût total : 12,4 M€

AFRIQUE (Régional) – identifié
Contribution à la gestion durable et à la
conservation du milieu marin dans la
zone sud-ouest de l'océan indien
Contribution FFEM : 1 M€
Coût total : 3,2 M€

**AMÉRIQUE LATINE (Régional)
identifié**
Etablissement du fonds de financement
à long terme du réseau d'Aires Protégées
Marines et Côtières du Récif méso-amé-
ricain
Contribution FFEM : 1,1 M€
Coût total : 9,2 M€

VIETNAM – identifié
Appui au développement durable de la
Baie d'Ha Long et de sa région
Contribution FFEM : 1 M€
Coût total : 3,4 M€

MÉDITERRANÉE (Régional) – engagé
Renforcement du Réseau des gestion-
naires des Aires Marines Protégées en
Méditerranée
Contribution FFEM : 0,8 M€
Coût total : 1,7 M€

DÉGRADATION DES TERRES, POP

AFRIQUE (Régional) – identifié
Développement d'une filière équitable
en Afrique de l'Ouest
Contribution FFEM : 0,9 M€
Coût total : 2,6 M€

PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

La biodiversité est aujourd'hui le principal domaine d'intervention du FFEM et représente près de 50% des projets.



La biodiversité représente à la fois la diversité de l'ensemble des êtres vivants et de leurs écosystèmes, mais intègre également les interactions qui existent entre eux et leur milieu de vie. Sa conservation permet de garantir le maintien de la vie sur la Terre et d'assurer le fonctionnement à long terme de nos sociétés et de nos économies.

Pour contribuer aux engagements internationaux de la France au titre de la Convention sur la Diversité Biologique, le FFEM agit selon les grands enjeux examinés dans le cadre de cette convention. Ainsi, il finance l'extension d'espaces terrestres et marins protégés dans le monde et le renforcement d'aires protégées existantes. Il accompagne les différents acteurs concernés dans une gestion durable et efficace des aires protégées et de leur périphérie.

► L'action du FFEM se concentre sur la gestion des ressources naturelles et leur valorisation économique.

Ses interventions s'inscrivent dans une démarche d'aménagement du territoire et de gestion à l'échelle

des paysages naturels, dans laquelle les approches de gestion communautaire et de gestion par les collectivités locales sont encouragées.

En 2011, le FFEM a accompagné spécifiquement des projets la gestion durable des forêts, en cherchant à promouvoir des initiatives de développement de la certification des produits forestiers.

► L'accès et le partage des avantages (APA) de la biodiversité convenu dans le cadre du protocole de Nagoya (2010) s'intègre dans les actions du FFEM.

Les projets garantissent les droits des populations sur les ressources génétiques et la sauvegarde des savoirs traditionnels tout en permettant une valorisation économique des produits issus de la biodiversité.

► Contribuer à la stratégie de mobilisation de ressources pour la conservation de la biodiversité.

Le FFEM cherche à développer de nouvelles approches de financement en soutenant la création et le renforcement de fonds fiduciaires et de fonds innovants, en particulier en Afrique, en développant le partage d'expériences et la mise en réseau des différents fonds existants.



Leopards des neiges (Panthera uncia) © JOHN STAHL

Le portefeuille **BIODIVERSITÉ**

118 projets représentant **123,9 M€**,
dont **115 projets engagés**,
pour un montant de **119,8 M€**.

Répartition par région



Région	Nombre de projets	Contribution du FFEM en €	Montant total des projets en €
Afrique subsaharienne et Méditerranée	76	81 420 530	645 360 388
Amérique latine	29	31 053 628	296 154 729
Asie et Pacifique	9	7 681 466	59 691 977
Europe de l'Est	4	3 792 604	21 754 528
Total	118	123 948 228	1 022 961 622

PROTÉGER LES ESPÈCES MENACÉES

Programme « Save Our Species »

Institution porteuse : MEDDTL

Montant : 11,235 M€ dont contribution FFEM : 1 M€

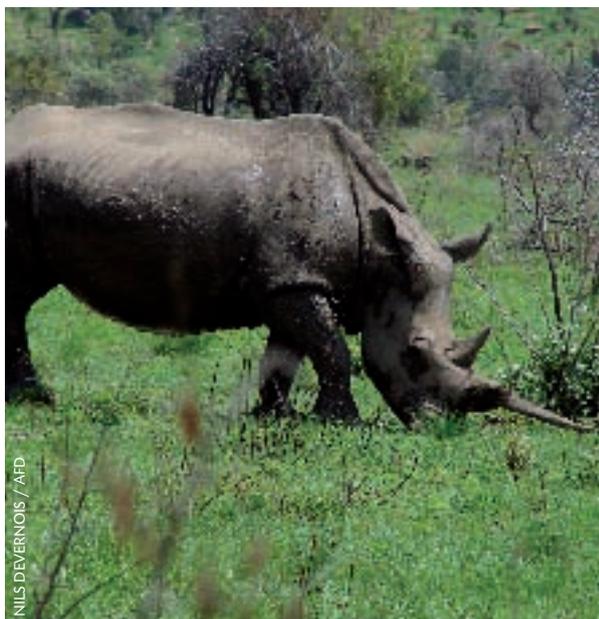
Bénéficiaire : UICN International

Partenaires : FEM (3,5 M€), Banque Mondiale (3,57 M€), UICN (1,66 M€), secteur privé (1,5 M€)

PROJET



Les écosystèmes constituent le cadre de toute forme de vie et d'activité humaine. Au cours de ces 50 dernières années, ils ont été durement affectés par les activités anthropiques. Si cette tendance persistait, les biens et services écosystémiques disponibles pour les générations futures seraient gravement menacés. Investir aujourd'hui dans le capital naturel est donc une nécessité à la fois économique et sociale, pour garantir notre bien-être sur le long terme.



NILS DEVERNOIS / AFD

C'est dans ce contexte que l'initiative Save Our Species (SOS) a vu le jour. Le projet propose la mise en place d'un mécanisme de financement en faveur des espèces menacées. Il s'adresse aux organisations (industries, institutions, pays) ayant pour logo un animal ou une plante menacée, et plus largement à toutes les organisations soucieuses d'investir dans la protection des espèces et de leur habitat. Le programme SOS entend utiliser le pouvoir attractif des espèces pour mobiliser le secteur privé autour des enjeux de préservation de la biodiversité et communiquer sur ces enjeux auprès du grand public. Ainsi, le projet s'inscrit dans le nouveau plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique discuté à Nagoya en octobre 2010.

Ce projet se concrétise notamment par la création d'un fonds « espèces menacées », instrument financier novateur, destiné à financer des projets de terrain mis en œuvre par la société civile. Le projet prévoit également de développer des connaissances sur les espèces menacées et leur habitat. Il devrait donc largement contribuer à la préservation de la biodiversité et au développement durable.

QUELQUES CHIFFRES

Sur **61 914** espèces évaluées :

- > **801** sont éteintes - **64** sont éteintes à l'état sauvage -
- > **3 879** sont en danger critique d'extinction - **5 689** sont en danger -
- et **10 002** sont vulnérables.

Source : Liste rouge de l'UICN



FRANCK RIBAS



FACILITER LA CONSTRUCTION D'OUTILS DE PROJECTION DES MODIFICATIONS DE LA BIODIVERSITÉ

Programme phare « Modélisation et scénarios de la biodiversité »

PROJET

Institution porteuse : MESR

Montant : 4,645 M€ dont contribution FFEM : 1 M€

Bénéficiaire : Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)

Partenaires : FRB (3,495 M€), RAPAC (0,15 M€)

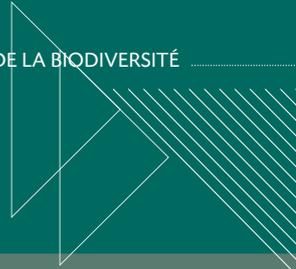


Fabrication et récolte d'une ruche dans le Sud-ouest Ethiopien.

Orienter les prises de décision pour une meilleure intégration de la biodiversité dans les activités humaines et une gestion durable de cette biodiversité, passe par une meilleure articulation entre la recherche et l'action, en particulier pour les pays du Sud, qui concentrent l'essentiel des enjeux de gestion durable de la biodiversité. A ce niveau, il existe désormais une forte demande sociétale pour l'élaboration de scénarios relatifs aux changements affectant la biodiversité.

Dans ce contexte, la Fondation française pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB) a lancé en 2010 un programme phare intitulé « Scénarios et modélisation de la biodiversité » visant à soutenir et structurer la recherche française dans ce domaine émergent, en associant scientifiques de différentes disciplines et acteurs de la société. En effet, l'articulation entre chercheurs, opérateurs de terrain et décideurs locaux restait insuffisante. Dans ces conditions, il a été décidé de mettre en place un partenariat avec le FFEM pour permettre de mieux identifier les besoins des acteurs de terrain du Sud et de mieux répondre à leurs attentes. Ce partenariat permettra d'utiliser au mieux le potentiel du programme pour appliquer directement sur le terrain les résultats de la recherche.

L'objectif global est de faciliter la construction d'outils de projection des modifications de la biodiversité et des services écosystémiques causées par les changements globaux et locaux dans les pays du Sud. Le principal impact attendu du projet est la prise en compte des scénarios de la biodiversité - c'est-à-dire les réponses possibles de la biodiversité face aux perturbations dans les politiques de gestion des ressources naturelles des pays du Sud.



PROJET

CONSERVER LA BIODIVERSITÉ DU GUATEMALA

Durabilité des mécanismes de cogestion et de conservation communautaire de la biodiversité dans le système guatémaltèque d'aires protégées

Institution porteuse : MEDDTL
Montant : 3,576 M€ dont contribution FFEM : 1,496 M€
Bénéficiaire : Fondation pour l'écodéveloppement et la conservation (FUNDAECO)
Partenaires : BNP-REDD+ (0,6 M€), INAB (0,5 M€), UE (0,45 M€), FCA (0,3 M€), CONAP (0,14 M€), INGUAT (0,05 M€), Fondation Alstom (0,04 M€)

AMÉRIQUE LATINE
GUATEMALA



De 2004 à 2009 la Fondation pour l'écodéveloppement et la conservation, FUNDAECO, a mis en place un « modèle de gestion des aires protégées » avec une forte participation des populations locales. Le présent projet propose l'extension et l'adaptation de ces innovations à des contextes nouveaux dans onze sites répartis sur trois régions du pays.

Le projet cherche à répondre à deux enjeux fondamentaux. Le premier est la réalisation d'accords négociés et équitables entre les communautés indiennes, les communes et l'Etat sur les modes de gestion des espaces et des ressources des aires protégées et sur les compensations économiques aux restrictions d'accès aux ressources. Le deuxième est celui de la durabilité des initiatives de protection des ressources naturelles et de la biodiversité, un problème d'autant plus crucial que certains financements internationaux ne sont actuellement pas renouvelés.

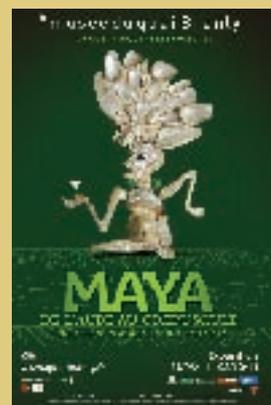
Le projet vise une meilleure protection et restauration de 140 000 hectares de forêts, incluant la préservation des sites archéologiques mayas dans le Peten. Il développe, en associant représentants de ces villages, municipalités et organisations paysannes et indiennes locales, des instances de participation et de gestion afin d'améliorer la gouvernance locale de ces espaces protégés. Le projet doit permettre la consolidation de l'aménagement de forêts à des fins de stockage du carbone ou de valorisation forestière durable. Le projet vise aussi l'aménagement de sites éco-touristiques (infrastructures, formation, promotion et vente des produits touristiques etc.) afin de fournir des revenus aux villageois. Enfin, il contribue à promouvoir une transition vers une agriculture plus écologique dans les aires protégées.

Le projet vise une meilleure protection et restauration de 140 000 hectares de forêts, incluant la préservation des sites archéologiques mayas dans le Peten. Il développe, en associant représentants de ces villages, municipalités et organisations paysannes et indiennes locales, des instances de participation et de gestion afin d'améliorer la gouvernance locale de ces espaces protégés. Le projet doit permettre la consolidation de l'aménagement de forêts à des fins de stockage du carbone ou de valorisation forestière durable. Le projet vise aussi l'aménagement de sites éco-touristiques (infrastructures, formation, promotion et vente des produits touristiques etc.) afin de fournir des revenus aux villageois. Enfin, il contribue à promouvoir une transition vers une agriculture plus écologique dans les aires protégées.



ISTOCKPHOTO

LE PATRIMOINE DU GUATEMALA : entre enjeu culturel et moteur du développement durable



LE FFEM À L'EXPOSITION MAYA un partenariat avec le Ministère du Développement Durable et le quai Branly

De juin à octobre, cette exposition a présenté 150 pièces dont la plupart proviennent du bassin de "El Mirador", berceau de la civilisation maya au Guatemala. Ce site constitue une des trois zones géographiques concernées par le projet de Durabilité des mécanismes de cogestion et de conservation communautaire de la biodiversité dans le système guatémaltèque d'aires protégées, cofinancé par le FFEM.



PRÉSERVER LES ÉCOSYSTÈMES MARINS MÉDITERRANÉENS

Renforcement du réseau des gestionnaires des Aires Marines Protégées en Méditerranée (MedPan) Turquie, Syrie, Liban, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Albanie.

PROJET

Institution porteuse : MEDDTL

Montant : 1,66 M€ dont contribution FFEM 0,75 M€

Bénéficiaire : Association MedPan

Partenaires : CAR/ASP (0,06 M€), MEDDTL (0,15 M€), Agence des Aires Marines Protégées (0,04 M€), Collectivités territoriales (0,133 M€), Fondation MAVA (0,329 M€), Fondation Albert II de Monaco (0,13 M€), Fondation Total (0,03 M€), WWF (0,044 M€)



V. JOGUET / AFD

Bien que la mer Méditerranée ne représente que 0,7% de la surface des océans du monde, sa position de liaison entre trois continents en fait l'une des mers les plus riches du monde du point de vue de la biodiversité, avec une forte proportion d'espèces endémiques (28%). Ainsi, le biotope méditerranéen dispose d'un caractère unique. Cependant, la mer Méditerranée est particulièrement menacée. En

effet, 150 millions de personnes vivent dans les régions côtières et sur les îles, auxquelles s'ajoutent 200 millions de touristes chaque année et des activités économiques en expansion. Ceci est à l'origine d'une augmentation des pollutions diverses, ce qui impacte négativement les écosystèmes marins. Ce phénomène risque d'être accentué par les effets du changement climatique.

C'est pour répondre à ces menaces qu'ont été créées plus d'une centaine d'Aires Marines Protégées (AMP) en Méditerranée depuis ces dernières années. Les AMP sont reconnues comme des outils efficaces dans la protection de la biodiversité marine. En effet, elles constituent un refuge pour les espèces menacées et préviennent la détérioration de leurs habitats. Leurs bénéfices s'étendent généralement bien au-delà de la zone protégée.

L'objectif du projet soutenu par le FFEM est de renforcer le réseau MedPan (réseau des aires marines protégées en Méditerranée), afin d'accompagner une gestion plus efficace des AMP. Le projet vise ainsi à permettre aux membres du réseau MedPan de réaliser des actions concrètes et de partager leurs expériences. Le réseau devrait devenir une organisation de premier ordre dans la gouvernance des AMP en Méditerranée. Le projet contribue ainsi à la protection d'espaces marins particulièrement sensibles.

PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES « PETITS PROJETS, GRANDS ENJEUX »



ENCOURAGER LES INITIATIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Troisième phase du Programme de Petites Initiatives

Institutions porteuses : MAEE-MEDDTL

Montant : 4, 399 M€ dont contribution FFEM 2,199 M €

(dont 0,199 M € de report du PPI 2)

Bénéficiaires : UICN-CF et UICN-PACO

Partenaires : Co-financiers de petits projets

Depuis 2005, le programme de petites initiatives (PPI) accompagne les différents acteurs de la société civile qui souhaitent mettre en place des projets de protection de l'environnement, à travers le financement de projets de petite taille.

Les projets éligibles concernent la protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Le FFEM a choisi l'Afrique Sub-Saharienne comme cœur de cible, notamment pour renforcer les capacités et l'organisation des acteurs locaux dans cette zone.

L'UICN, en charge de la

mise en œuvre de ce programme, et le FFEM organisent trois concours de projets par phase. A l'issue de chaque appel à projet, les 10 à 15 meilleurs projets sont sélectionnés et seront financés. Chaque allocation du FFEM aux petites initiatives ne peut excéder 50 000 € (34 000 € en moyenne) et la subvention du FFEM est plafonnée à 75% du coût total du projet (50% si le co-financier est un bailleur de fonds international).

Le succès du PPI auprès des acteurs locaux a conduit à son renouvellement sur la base d'évaluations indépendantes biennuelles du programme. En 2011, la troisième phase du PPI a été engagée et le partenariat entre l'UICN et le FFEM a été renouvelé. Le programme conserve l'objectif de renforcer les capacités des organisations de la société civile et la réalisation de projets concrets par ces acteurs. Par ailleurs, l'UICN a reçu mandat de rechercher de nouveaux partenariats financiers dans la perspective de faire évoluer le dispositif en vue d'une nouvelle extension du programme dans sa prochaine phase.



CONSERVATION DES TORTUES MARINES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Renforcement des outils scientifiques et tourisme communautaire

Porteur de projet : RENATURA

Montant total du projet : 67 957 €

Contribution du FFEM : 34 000 €

Durée du projet : 2 ans

Le projet vise à contribuer à l'étude et à la préservation des tortues marines en République du Congo et à leur valorisation économique durable au profit des communautés locales. Le financement permet d'améliorer les connaissances sur ces tortues grâce à un modèle statistique de suivi estimatif des pontes, de surveiller les sites de ponte et de développer le tourisme localement.

« *Le PPI nous a permis de renforcer nos capacités tant en moyens matériels et techniques, qu'en outils scientifiques. L'obtention de ce fonds a participé concrètement au renforcement de nos compétences en matière de conservation des tortues marines. Le projet vient de se terminer mais les activités réalisées se poursuivent, notamment les réalisations communautaires qui devraient aboutir à des projets autonomes. Le suivi des pontes de tortues marines est également une activité que l'association va renouveler. Nous avons renforcé également la capacité de notre structure à répondre aux exigences de grands bailleurs internationaux. Nos compétences en matière de gestion de projets s'en trouvent renforcées. L'obtention du financement PPI est un gage de sérieux et de crédibilité. Renatura bénéficie désormais du soutien d'autres bailleurs renommés. Il est certain que le renforcement de capacité acquis permet de proposer et gérer des projets avec un plus grand professionnalisme.* »

Nathalie Bréheret – Responsable Renatura Congo

CHANGEMENT CLIMATIQUE



En matière de changement climatique, le FFEM intervient dans le cadre des engagements internationaux pris par la France lors des négociations multilatérales, notamment les Conférences des Nations Unies sur le Changement Climatique.

Sa mission est d'accompagner les pays en développement dans leurs efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Dans cette optique, les projets du FFEM visent à encourager l'innovation et à favoriser le transfert et la diffusion de technologies et de savoir-faire.

LES ACTIONS DU FFEM S'ORGANISENT AUTOUR DE TROIS AXES PRIORITAIRES :

► **réduire et limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES)**, d'une part en développant les énergies renouvelables, en valorisant la biomasse sous forme de production d'énergie et en recherchant une plus grande efficacité énergétique dans la production et le transport de l'énergie, et d'autre part en agissant dans les secteurs de l'habitat, des transports, de l'industrie et de l'agriculture.

Par ailleurs, une partie de ces actions mobilise et structure des financements spécialisés en faveur du climat tels que le mécanisme de développement propre (MDP) et le soutien aux programmes ayant un fort effet de levier de cofinancement.

► **établir un soutien spécifique à la gestion durable des forêts** en finançant des projets de séquestration du carbone et des projets qui s'inscrivent dans la démarche REDD+.

Ces projets REDD+ cofinancés par le FFEM contribuent à mettre en œuvre des stratégies nationales et à renforcer les capacités des administrations. En outre, ils contribuent à l'élaboration de scénarii de référence, de système de Monitoring/Reporting/Vérification (MRV) du carbone forestier, à travers notamment l'usage de la télédétection des changements d'usage du sol et des protocoles d'inventaire de terrain.

► **s'adapter pour réduire les vulnérabilités au changement climatique**, en renforçant les connaissances sur le sujet et en mettant en place des actions « sans regret », qui permettent de réduire la vulnérabilité au changement climatique et qui gardent des avantages quelles que soient les évolutions climatiques.



E. THAUVIN / AFD

Le portefeuille **CHANGEMENT CLIMATIQUE**

66 projets représentant 91 M€, dont 61 projets engagés, pour un montant de 78,4 M€.

Répartition par région



Région	Nombre de projets	Contribution du FFEM en €	Montant total des projets en €
Afrique subsaharienne et Méditerranée	42	58 362 764	527 405 448
Amérique latine	6	7 741 123	43 944 902
Asie et Pacifique	15	19 936 019	827 973 602
Europe de l'Est	3	5 050 000	118 800 000
Total	66	91 089 906	1 518 123 952

E. WITTELLER / AFD

ASSURER LE SUIVI DU COUVERT FORESTIER

Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest

PROJET

Institutions porteuses : MAEE-AFD

Montant : 14,55 M€ dont contribution FFEM : 1,6 M€ (1^{ère} phase) puis 1,75 M€ (2^{ème} phase)

Bénéficiaires : GEOSUD-IRD

Partenaires : AGEOS (2,55 M€), AFD (6 M€), FEM (0,6 M€), FPCF (0,5 M€), GEO (0,05 M€), ESA (0,6 M€), CE (0,5 M€), IRD (0,4 M€)



Les données satellitaires d'observation de la Terre constituent un outil essentiel pour faire face aux défis environnementaux, particulièrement pour les enjeux de suivi des forêts dans le cadre des négociations sur le changement climatique et le mécanisme de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) issues de la déforestation et la dégradation des forêts (REDD). La lutte contre la déforestation est

considérée comme l'un des moyens pour réduire à court terme les émissions de GES. La possibilité de participer à la définition des futurs mécanismes REDD+ va dépendre, entre autres, de la capacité des pays d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest à produire des informations sur le niveau passé et actuel de leurs émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Cinq composantes permettront de renforcer les compétences de ces pays dans l'utilisation des données satellitaires pour assurer le suivi du couvert forestier, en accord avec les exigences du mécanisme REDD+ :

- > développer des infrastructures d'accès aux données ;
- > améliorer les capacités de traitement des données pour le suivi des forêts, et donc renforcer les compétences techniques des centres de compétence régionaux et nationaux et des institutions spécialisées d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest ;
- > réaliser des cartographies nationales du changement des forêts ;
- > mettre en place des programmes de recherche appliquée et des partenariats internationaux nord-sud et sud-sud, contribuant à améliorer l'utilisation des données satellitaires optiques et radar ;
- > participer aux initiatives internationales afin que les pays concernés et les centres de compétence identifiés contribuent effectivement à la coordination des principales initiatives en matière d'utilisation des données satellitaires.



GABRIEL JAFFRAIN / IGN FI

QUELQUES CHIFFRES

> Les températures de surface ont augmenté en moyenne d'environ **0,74°C** entre 1906 et 2005

> Pour les deux prochaines décennies, une série de scénarios conduit à estimer le réchauffement à **0,2°C par décennie**

> Depuis 1993, le niveau de la mer a crû au rythme de **3mm/an**

Source : Quatrième rapport du GIEC (2007)

AFD - AGENCE KENYA



AFRIQUE DE L'OUEST

MALI
BURKINA FASO

DÉVELOPPER LES AGROCARBURANTS

Appui au développement et à la structuration de la filière paysanne du jatropha/agrocarburant (huile et biodiesel) en Afrique de l'Ouest

PROJET

Institution porteuse : AFD

Montant : 5 M€ dont contribution FFEM : 1,1 M€

Bénéficiaire : ADECIA

Partenaires : AFD (1,5 M€), opérateurs agro-industriels (2,4 M€)

La lutte contre le changement climatique et la raréfaction des énergies fossiles rendent nécessaire le développement d'énergies renouvelables. En Afrique de l'Ouest, plusieurs entreprises mettent en place des projets de production d'agrocarburant à base de Jatropha, plante adaptée aux conditions agronomiques et climatiques et à la production d'huile et de biodiesel. Depuis cinq ans, au Mali et au Burkina Faso, 10 000 hectares ont été plantés par plus de 9.000 petits agriculteurs avec l'appui d'entreprises et d'ONG. Par ailleurs, des stratégies publiques de développement des agrocarburants sont en phase d'adoption. La substitution des énergies fossiles par ces agrocarburants permettrait à terme de réduire les importations d'hydrocarbures et d'économiser des devises tout en réduisant les émissions de CO₂.



Fruits du Jatropha, Mali

AFD

Cependant, les connaissances précises sur les potentialités et contraintes de la filière Jatropha sont encore limitées. Les institutions de recherche qui s'investissent peu à peu dans le secteur collaborent peu avec les opérateurs du développement de la filière. De leur côté, les opérateurs manquent de référentiels adaptés à leur zone d'intervention.

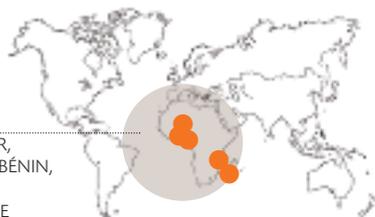
Le financement du FFEM vise à accompagner le développement de la filière Jatropha, du Mali et du Burkina Faso en appuyant des activités de « recherche et développement ». Celles-ci sont mises en œuvre par les opérateurs industriels sur des thématiques d'intérêt commun, facilitant les synergies entre opérateurs et la mutualisation des connaissances sur tous les aspects de la filière (agronomie, socio-économie de la production, qualité technique de l'huile et du biodiesel, gestion contractuelle et régulée avec les petits agriculteurs, impacts sociaux, économiques et environnementaux). Le programme contribue également à la définition des politiques publiques. La maîtrise d'ouvrage est confiée à ADECIA, groupement d'intérêt public (GIP) qui réunit l'ensemble de l'expertise publique et interprofessionnelle française dans le secteur agricole.



FRANÇOIS PROUST

AFRIQUE

MADAGASCAR,
MALI, TOGO, BÉNIN,
CAMEROUN,
MOZAMBIQUE



RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE LIÉES AUX DÉCHETS URBAINS

Africompost

PROJET

Institution porteuse : MEDDTL
Montant : 7 M€ dont contribution FFEM : 1 M€
Bénéficiaire : Fondation GoodPlanet
Partenaires : AFD (0,5 M€), AIMF (1 M€), municipalités (3 M€),
Crédit carbone et compost (1 M€), autres (0,5 M€)



ENPRO

Les municipalités des pays en développement doivent actuellement faire face à la croissance des quantités de déchets alors même que leurs ressources financières sont limitées. Ceci représente un enjeu majeur en termes de qualité de vie de population, mais aussi d'émissions de gaz à effet de serre. En effet, la décomposition anaérobie des matières organiques est à l'origine d'importantes émissions de méthane, en partie responsables du changement climatique.

Le projet s'inspire très largement de l'expérience réussie menée dans la ville de Mahajanga (Madagascar) dans le cadre du premier programme de petites initiatives du FFEM. Il vise à la reproduire dans six autres villes d'Afrique. Il s'agit d'améliorer la gestion des déchets en mettant en place des unités de compostage permettant d'obtenir un compost de qualité, directement utilisable par les agriculteurs locaux.

Le projet Africompost doit permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre des décharges d'ordures ménagères, tout en assainissant l'environnement urbain et en créant des emplois locaux. La pérennité économique du projet est garantie par la vente du compost et de crédits carbone issus de la réduction des émissions de méthane. La viabilité est également favorisée par des activités de formation des partenaires locaux à la finance carbone.

« Chaque unité de compostage permettra de traiter jusqu'à 25 000 tonnes de déchets par an ce qui contribuera à l'assainissement de la ville et évitera l'émission de 150 000 tonnes équivalent CO₂ en dix ans. Le compost produit chaque année permettra la fertilisation naturelle de 1000 ha et réduira la dépendance des agriculteurs aux engrais importés. De plus, chaque unité de compostage créera plus d'une centaine d'emplois directs, notamment des emplois peu qualifiés dont la création bénéficiera à des femmes et des jeunes. La vente du compost et des crédits carbone assurera la pérennité de l'unité grâce aux bénéfices générés. »

Jocelyne Delarue (Gevalor)

EAUX INTERNATIONALES

Les « Eaux internationales » sont définies comme les eaux marines ou continentales partagées et utilisées par plusieurs Etats, ou qui au contraire n'appartiennent à aucun pays.

HELIJOT VAN INGEN

L'exploitation des ressources et des milieux aquatiques par les Etats ne fait que rarement l'objet d'une gestion concertée et raisonnée. L'intégrité des ressources et des milieux est alors soumise à des pressions (pollutions et prélèvements en particulier) associées aux activités urbaines, industrielles et agricoles.

Le FFEM privilégie les projets qui :

- ▶ donnent une place importante à la collaboration entre Etats,
- ▶ renforcent les réseaux de mesure et les systèmes de suivi,
- ▶ contribuent à diminuer les sources de pollution.

AFRIQUE

CAMÉROUN, NIGER, NIGERIA, TCHAD, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, LIBYE



AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR LES RESSOURCES EN EAU

Préservation du Lac Tchad : Contribution à la stratégie de développement du lac

PROJET

Institutions porteuses : AFD-MAEE

Montant : 12,4 M€ dont contribution FFEM : 0,8 M€

Bénéficiaire : Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)

Partenaires : FEM (8,1 M€), UE (2,5 M€), FAE (1 M€)



Trois millions de personnes riveraines vivent des services et ressources fournis par le Lac Tchad. La région connaît une double dynamique migratoire due aux sécheresses et à l'ouverture de routes régionales. Ceci a entraîné une concentration humaine importante et inhabituelle en zone sahélienne qui crée le risque de voir émerger des conflits autour du partage des ressources. Par ailleurs, le lac est soumis à de fortes variations saisonnières et interannuelles et il ne dispose d'aucun exutoire vers la mer ce qui implique un risque en termes d'impacts cumulatifs des activités humaines et notamment de concentration des polluants.

Afin d'améliorer la gestion des ressources, d'éviter les conflits d'usage et de favoriser le développement du bassin versant, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a été créée en 1964. Elle a élaboré un plan stratégique pour préserver le potentiel économique du lac, réduire les tensions autour de la ressource en eau et soutenir le développement des populations riveraines.

Le projet cofinancé par le FFEM a pour objectif de contribuer à la préservation du Lac Tchad et de son rôle socio-économique et environnemental pour les pays limitrophes, à travers l'élaboration de propositions opérationnelles, dans le respect de la préservation des écosystèmes et d'une gestion concertée des ressources en eau. Ce projet s'inscrit en complément des actions des autres bailleurs de fonds de la CBLT, qui s'intègrent toutes dans le Plan d'Action Stratégique de la Commission du Bassin. Le projet vise à développer un outil d'aide à la décision pour la définition d'un aménagement durable du lac.

Le portefeuille EAUX INTERNATIONALES

36 projets représentant **37,8 M€**,
dont **33 projets engagés**,
pour un montant de **34,74 M€**.

Répartition par région



Région	Nombre de projets	Contribution du FFEM en €	Montant total des projets en €
Afrique subsaharienne et Méditerranée	24	24 433 210	225 499 026
Amérique latine	4	5 159 180	27 905 826
Asie et Pacifique	3	2 800 000	10 975 000
Europe de l'Est	5	5 406 041	19 596 992
Total	36	37 798 431	283 976 844



APPUYER LA GESTION DES AQUIFÈRES TRANSFRONTALIERS

Gestion intégrée et concertée des ressources en eau des systèmes aquifères d'Iullemeden, de Taoudeni/Tanezrouft et du fleuve Niger (GICRESAIT)

PROJET

Institutions porteuses : MEDDTL-MAEE

Montant : 2 M€ dont contribution FFEM : 0,5 M€

Bénéficiaire : Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

Partenaires : FAE (1,2 M€), OSS (0,2 M€), pays concernés (0,1 M€)

Le projet GICRESAIT s'inscrit dans la continuité du projet de gestion concertée des risques hydrogéologiques dans le système aquifère d'Iullemeden. Il vise à compléter et à renforcer le mécanisme de gestion concertée et durable des ressources en eau des systèmes aquifères transfrontaliers d'Iullemeden et du Taoudeni/Tanezrouft et du fleuve Niger. Sept pays sont concernés : l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria.

L'enjeu de connaissance de la ressource en eau souterraine est particulièrement fort, dans la mesure où il est étroitement lié à l'enjeu de développement économique et social de ces pays : il s'agit de mobiliser de nouvelles ressources en eau pour améliorer la production agricole et l'accès à l'eau potable. En effet, les pays du Sahel souhaitent développer l'agriculture irriguée à partir des eaux souterraines. En offrant une ressource en eau « pérenne » aux populations rurales, ils espèrent limiter l'exode rural et la surpopulation en périphérie des grandes villes. Les programmes d'hydraulique villageoise et autres projets d'approvisionnement en eau potable ont aussi tout à bénéficier d'une meilleure connaissance de la ressource en eau souterraine pour s'inscrire dans la durabilité.

Ainsi, le projet prévoit d'évaluer les ressources en eau des systèmes aquifères d'Iullemeden, de Taoudeni/Tanezrouft et leurs relations avec le fleuve Niger. Il prévoit également d'évaluer les impacts du changement climatique, des usages et des pressions sur la ressource en eau du système d'aquifères et de mettre en place un cadre de concertation efficace entre les pays.



D. GREBERT / AFD

DÉGRADATION DES TERRES, POLLUANTS ORGANIQUES



DÉGRADATION DES TERRES

La dégradation des terres désigne l'ensemble du phénomène induisant une perte de fertilité ayant notamment des conséquences sur les rendements agricoles. Elle peut être due à la surexploitation des terres, la pollution par des agents extérieurs mais également à la déforestation et au changement climatique.

Le FFEM finance en priorité les projets qui améliorent la résilience des écosystèmes ou la mise en place de méthodes d'inversion des processus lorsque la désertification n'est pas irréversible. Il privilégie donc :

- > le développement de systèmes de production agricole durable ;
- > l'appui aux initiatives locales, et notamment le renforcement des capacités de la société civile et des collectivités locales ;
- > la gestion des ressources naturelles en rapport avec la dégradation des terres, la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+), par le biais de projets pilotes.

DÉSERTIFICATION

La désertification désigne « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches par la suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » (source CCNULCD).

La désertification correspond ainsi à la diminution, souvent irréversible, du potentiel biologique des terres. Elle est aggravée par les changements climatiques et l'utilisation croissante des ressources naturelles.

Deux milliards de personnes sont touchés par le phénomène, qui a des impacts désastreux sur les écosystèmes, mais aussi sur le développement (dégradation des conditions de vie, exode, voire famine).

LES POLLUANTS CHIMIQUES ET POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Les polluants organiques persistants sont des « substances chimiques qui persistent dans l'environnement, s'accumulent dans les tissus des organismes vivants à travers la chaîne alimentaire, et présentent le risque d'entraîner des effets nuisibles pour la santé humaine et l'environnement » (source PNUÉ).

Les POP constituent une menace écologique et sanitaire du fait de leurs propriétés : toxicité pour la santé et l'environnement, persistance dans l'environnement, bioaccumulation dans les tissus vivants et transport longue distance.

Le FFEM soutient en priorité les programmes régionaux d'élimination et de prévention en Afrique et dans les pays du pourtour méditerranéen. En particulier, son action doit permettre de développer des projets pilotes dans le domaine de la pollution au mercure, ce qui permettra l'acquisition d'expériences et la définition de bonnes pratiques, nécessaires à la mise en place d'un futur accord international.

PERSISTANTS (POP)

La dégradation des terres met en péril les moyens de subsistance d'un milliard d'habitants dans le monde.

Sources : FIDA et FEM

Le portefeuille DÉGRADATION DES TERRES, POP

16 projets représentant **21,7 M€**, dont **15 projets engagés**, pour un montant de **20,8 M€**.

93%

7%

Répartition par région

Région	Nombre de projets	Contribution du FFEM en €	Montant total des projets en €
Afrique subsaharienne et Méditerranée	15	20 301 551	114 659 372
Asie et Pacifique	1	1 470 000	3 635 000
Total	16	21 771 551	118 294 372

HELLO ET VAN INGEN

AFRIQUE

BURKINA FASO, MALI, SÉNÉGAL



DÉVELOPPER UNE FILIÈRE D'ORPAILLAGE ÉQUITABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Projet identifié en 2011

PROJET

Institution porteuse : MAEE
 Montant : 2,58 M€ dont contribution FFEM : 0,9 M€
 Bénéficiaire : ONUDI
 Partenaires : FEM (0,7 M€), ONUDI (0,18 M€), USAID (0,14 M€), PNUE (0,09 M€), CE (0,35 M€), Pays (0,22 M€)



CHILLES PAIRE - FOTOLIA.COM

surtout bon marché. Selon l'ONUDI, jusqu'à 95% du mercure utilisé dans les opérations d'orpaillage sont rejetés dans l'environnement. Il faut également noter qu'en moyenne, 1 à 2 grammes de mercure sont nécessaires par gramme d'or produit. Or, la toxicité du mercure, en particulier sur la santé humaine, n'est plus à démontrer. Ainsi, en 2013, devrait être présenté un texte pour établir un instrument juridiquement contraignant au plan mondial, afin de réduire et, à terme, d'éliminer les rejets de mercure dans l'environnement.

Avec la flambée des cours de l'or amorcée en 2007, la filière de l'orpaillage, qui rassemble toute activité d'extraction minière de l'or, artisanale ou à petite échelle, est de plus en plus attractive. Elle représente une alternative aux activités traditionnelles de subsistance, mais ses possibilités sont limitées par le manque de moyens humains (éducation et formation) et financiers. De plus, le pouvoir de négociation des orpailleurs reste faible, notamment du fait de l'isolement des zones de production qui entraîne un nombre accru d'intermédiaires.

Par ailleurs, l'orpaillage participe à la destruction de l'habitat naturel et à la contamination des sols et des cours d'eau. En effet, la méthode de traitement chimique la plus utilisée est l'amalgamation au mercure, qui est à la fois simple, rapide et

C'est dans ce contexte que prend place le projet cofinancé par le FFEM. Il s'agit de transformer le secteur de l'orpaillage au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, en incitant les gouvernements à prendre en compte cette activité. L'objectif est de permettre l'émergence de filières régionales dont les bilans économiques, sociaux et environnementaux soient porteurs d'un développement local durable. Cela passe notamment par la réduction des rejets de mercure via l'adoption de techniques de production plus propres et plus efficaces et l'accès au marché mondial de l'or équitable.

COUCHE D'OZONE STRATOSPHERIQUE

En 2011, le Secrétariat du FFEM a été amené à intensifier ses activités de conseil et de négociation.

E. THAUVIN / AFP

En matière d'ozone, le Secrétariat du FFEM intervient dans le cadre des engagements internationaux pris par la France lors des négociations multilatérales, notamment les Conférences des Nations Unies relatives à la Convention de Vienne et au Protocole de Montréal.

Il intervient à trois niveaux pour le compte de la Direction Générale du Trésor :

- Identification, maîtrise d'œuvre et instruction de projets financés à partir de la part bilatérale des contributions françaises au Fonds Multilatéral qui peut aller jusqu'à 20%. Gestion de ce compte.
- Conseil de politique générale relative à l'utilisation du Fonds Multilatéral, à l'approbation des projets soumis au Comité Exécutif et aux coûts admissibles.
- Conseil sur les orientations soumises par les Parties au Protocole de Montréal, ce dernier bénéficiant d'une ratification universelle depuis septembre 2009.

En 2011, le Secrétariat du FFEM a été amené à intensifier ses activités de conseil et de négociation.

Il a assumé pour la deuxième année le rôle de chef de file du groupe des principaux bailleurs de fonds européens—Allemagne, France, Italie et Royaume Uni—, faisant alors partie du groupe restreint relatif à la première phase des plans d'élimination de hydro chloro fluoro carbonés (HCFC) de la Chine et contribuant ainsi à son succès (265 millions US\$).

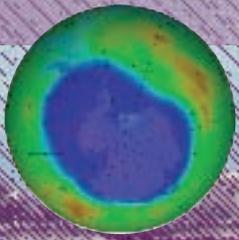
Le Fonds Multilatéral est l'outil financier du protocole de Montréal relatif à l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone stratosphérique (SAO). Les Parties au protocole de Montréal l'ont abondé huit fois depuis 1991 pour un total de 2,875 milliards US\$ à fin 2011 auxquels s'ajouteront 450 millions US\$ pour la période 2012-2014. Quarante-cinq pays sont contributeurs, y compris les pays à économie de transition. Les contributions françaises se sont élevées à 215,16 millions US\$ à fin 2011 plaçant la France au 4ème rang des bailleurs de fonds après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

Le Comité Exécutif, instance décisionnaire du Fonds Multilatéral, est composé de 14 membres. La France partage son siège avec l'Allemagne, l'Italie et le Royaume Uni, ce groupe étant le principal bailleur du Fonds Multilatéral.

Ses contributions s'élèveront à 10,41 millions US\$ par an de 2012 à 2014, soit un total de 22,50 millions d'euros sur trois ans en vertu de l'application du mécanisme de taux de change fixe, également reconduit par les Parties.



LISA FOUJONG - FOTODIA.COM



Le portefeuille **COUCHE D'OZONE**

108 projets représentant **17,71 M US\$**, dont **103** projets engagés, pour un montant de **14,80 M US\$**.

Répartition par région

Région	Nombre de projets	Montant total après ajustement (MUS\$) support inclus
Afrique	44 soit 43%	3,55 soit 24%
Amérique latine	3 soit 3%	0,69 soit 5%
Asie	37 soit 36%	7,36 soit 50%
Méditerranée	19 soit 18%	3,20 soit 22%
Total	103	14,80



ÉLIMINER LES SUBSTANCES APPAUVRISANT LA COUCHE D'OZONE (SAO)

Projet pilote de démonstration sur la destruction des SAO au Mexique

PROJET

Montant : 1 562 509 \$ dont 501 690 \$ provenant des contributions françaises au Fonds Multilatéral
 Bénéficiaire : Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (SEMARNAT)
 Partenaire : ONUDI

Ce projet a été approuvé par le Comité Exécutif du Fonds Multilatéral en avril 2011. Depuis 2005, le gouvernement du Mexique a accéléré le remplacement des réfrigérateurs anciens. Il y aurait actuellement plus de 100 centres de récupération et de recyclage. Une première estimation indique que 166,7 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) ne pouvant être ni recyclées ni régénérées ont déjà été collectées fin 2010.

Au cours de ses deux premières années, le projet vérifiera les quantités à détruire et contribuera à mettre en œuvre le projet de destruction. Les chloro fluoro carbones (CFC) collectés seront incinérés soit dans une usine de destruction aux Etats-Unis, soit localement.

Outre la question de la destruction, l'originalité du projet réside dans son intention d'obtenir des crédits carbone à partir des SAO détruites. Avec un prix estimé à 3 US\$ la tonne d'équivalent CO₂, la réduction des émissions conséquente au projet devrait générer des recettes de l'ordre de 5,4 millions de dollars grâce à l'utilisation du marché carbone volontaire. Ces recettes seront utilisées pour encourager une meilleure gestion des SAO résiduelles et pour financer la pérennité des activités de destruction pour dix années supplémentaires.



PRODUCTION DE CONNAISSANCES

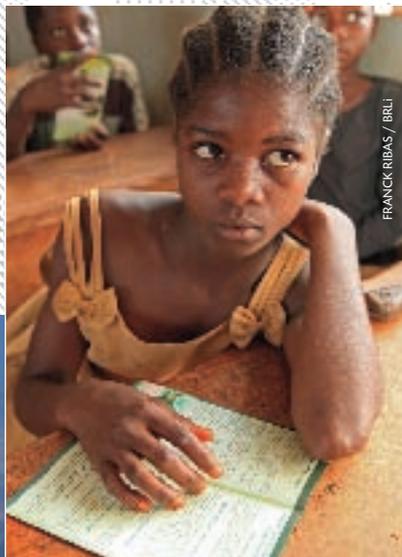
ET PARTAGE DE SAVOIRS

Afin d'apprécier la pertinence, la répliquabilité et la qualité de ses actions mises en œuvre, le FFEM réalise des évaluations rétrospectives et à mi-parcours.





FRANCK RIBAS / BRU



FRANCK RIBAS / BRU



FRANCK RIBAS / BRU



PHOTOWATT



FRANCIS LAUGINIE



C. DU CASTEL

En 2011, 16 évaluations ex post et une évaluation à mi-parcours ont été effectuées. Une étude rétrospective sur les projets de conservation de la biodiversité dans le Bassin du Congo a aussi été achevée. Elle capitalise les expériences de 13 projets et 25 petites initiatives, initiés entre 1994 et 2011.



C. DU CASTEL



CONTRIBUTION À L'INITIATIVE RÉGIONALE POUR LA PROTECTION DES RÉCIFS CORALLIENS (CRISP)

ÉVALUATION

Bénéficiaire : Conservation International Foundation (CI)
Secteur d'application : biodiversité
Décision d'octroi : 7 juillet 2004
Durée : 6 ans
Coût total : 8,7 M€
Contribution FFEM : 2 M€
Institutions porteuses : AFD-MAEE

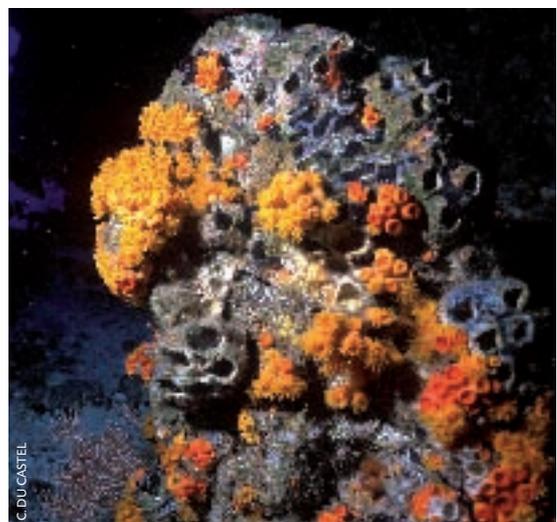
Le Pacifique Sud héberge 40% de la surface totale en récifs coralliens de la planète. Ces récifs, qui jouent un rôle essentiel dans le développement et même la survie de certaines petites îles, subissent d'importantes dégradations. Lancé en 2005, le projet CRISP visait à protéger la biodiversité des récifs coralliens et à les gérer durablement dans une perspective de développement des petits Etats insulaires. Ainsi, cette initiative, associant pays développés et pays en développement, a aussi été conçue comme un vecteur d'intégration régionale.

Dans ce cadre, le FFEM a particulièrement accompagné le développement des aires marines protégées (AMP) et la limitation de l'érosion des bassins versants, érosion à l'origine de l'asphyxie des coraux par les sédiments.

BILAN SYNTHÉTIQUE

Plus de 50 AMP ont été créées ou renforcées. Ces aires ont non seulement des conséquences en termes de résilience environnementale mais aussi en termes de sécurité alimentaire et d'activités alternatives génératrices de revenus. Ainsi, l'analyse économique des AMP s'est développée, en particulier celle sur leur rôle dans la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Cependant, il faut en général une dizaine d'années pour qu'une AMP soit autonome techniquement et financièrement, leur pérennité n'est donc pas encore garantie.

La recherche sur les récifs coralliens a largement progressé. En matière de biodiversité, 350 nouvelles stations ont été explorées et plusieurs milliers d'espèces décrites. On peut également souligner la découverte de 30 molécules actives aux propriétés antipaludiques et anti-inflammatoires. L'ensemble des résultats produits, qui concerne aussi bien l'éco-



C. DU CASTEL

logie et la biologie que les domaines juridiques, les sciences sociales ou la gestion des pêches, est inestimable.

En revanche, l'intégration des activités depuis le bassin versant jusqu'au lagon (intégration terre-mer), pourtant parmi les enjeux majeurs pour les petits Etats insulaires n'a pas atteint les objectifs initiaux.

Enfin, l'effort consenti sur le renforcement de capacités a été remarquable, sur la quantité et sur la diversité des acteurs touchés (étudiants, techniciens, gestionnaires, communautés locales...)

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le programme devrait donc continuer à exercer son influence dans la région pour longtemps. En effet, il a su intervenir à différentes échelles, à la fois au plan international et sur des actions de terrain et rassembler des financements diversifiés.

Il est nécessaire de poursuivre la large diffusion des résultats et connaissances produits, en anglais et en français, notamment en pérennisant la base de données « Reef Base » élaborée durant le projet. Par ailleurs, cette expérience a montré que, pour les projets comportant une composante recherche, les scientifiques devraient fournir, outre les publications, des synthèses et des guides directement exploitables par les gestionnaires.



PROGRAMME ÉLECTRIFICATION RURALE GLOBALE SOLAIRE

Appui au pilotage et à la consolidation des partenariats publics privés sur le volet « électrification rurale décentralisée » au Maroc

ÉVALUATION

Bénéficiaire : Office National d'Electricité (ONE)
Secteur d'application : Changement climatique
Décision d'octroi : 1er octobre 2004
Durée : 4 ans
Coût total : 50,5 M€
Contribution FFEM : 0,5 M€
Institution porteuse : AFD



Lancé en 1995, le programme d'électrification rurale global (PERG) a pour but d'étendre l'électrification à tout le pays, soit à 12 millions de personnes supplémentaires. Sa réalisation passe par deux modes d'électrification complémentaire : le raccordement au réseau et l'électrification rurale décentralisée (ERD). L'ERD concerne les zones trop éloignées du réseau ou à habitat dispersé et se traduit principalement par l'installation d'équipements photovoltaïques, bien adaptés aux conditions climatiques du Maroc.

L'ONE a ainsi développé des partenariats publics privés (PPP). Il finance les investissements initiaux et il fixe les tarifs tandis que la responsabilité de la gestion du service appartient à des opérateurs privés, formalisée dans des contrats de long terme. L'appui du FFEM au projet s'est concentré sur le pilotage et la consolidation de ces partenariats.

BILAN SYNTHÉTIQUE

Ce programme d'équipements photovoltaïques, appelé « PERG solaire », est actuellement un des plus importants programmes d'électrification solaire décentralisée mis en œuvre dans le monde. Peu de projets d'équipement solaire décentralisé à grande échelle fonctionnent correctement et le PERG reste une référence. Le projet est remarquable par sa longévité : plus de dix ans après son lancement, quatre entreprises continuent à assurer un service. Le partenariat public privé intéresse de nombreux autres pays, notamment africains, car il a su associer les volets d'électrification « en réseau » et « décentralisée ». La progression importante du réseau et le fait que de nombreuses communes aient préféré accéder au réseau plutôt que de bénéficier du PERG solaire ne doit pas masquer l'importance nationale des réalisations et des progrès qui restent à réaliser sous ce volet.

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La progression du réseau, l'évolution de la technologie et des coûts, ainsi que l'échéance à court terme des contrats de partenariat, incitent l'ONE à assumer une fonction de régulation, inhérente au dispositif de partenariats publics privés. L'équilibre doit rester satisfaisant pour les différentes parties prenantes, dans les contrats passés avec les opérateurs, mais également pour la prochaine phase de gestion du PERG solaire et de son éventuelle extension.

A brève échéance, quatre points stratégiques sont à prendre en compte :

- > l'évolution des coûts non reflétée dans les prix fragilise les opérateurs privés et bloque l'extension de l'électrification. Il s'agit en particulier de la hausse des coûts des batteries et des charges d'exploitation, et de l'absence de formule de révision des tarifs sur des contrats pourtant de longue durée ;
- > la progression du réseau modifie la ligne de partage entre le solaire décentralisé et le réseau et oblige à redéfinir en particulier les conditions de raccordement de certaines familles (ou villages), lorsque des équipements solaires ont été installés, et les possibilités de réutilisation de ces équipements, en cas de raccordement au réseau ;
- > la bonne fin des contrats de partenariat qui arrivent à échéance et les suites à donner ;
- > la nécessité pour l'ONE de continuer à proposer une solution pour les ménages hors réseau qui représentent encore un potentiel d'installations de plus de 50 000 systèmes.



ÉTUDE DE CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES FINANCIÉES PAR LE FFEM DANS LE SECTEUR DE LA BIODIVERSITÉ DANS LE BASSIN DU CONGO

Cette étude d'évaluation visait à établir un bilan de l'ensemble des actions du FFEM dans la région en matière de protection de la biodiversité. Son objectif était d'étayer la réflexion sur le ciblage et la mise en œuvre de l'aide dans le contexte du Bassin du Congo, alors même que les besoins sont considérables. Elle a porté sur les 13 projets présentés dans le tableau qui suit et sur 25 projets de petites initiatives.

Nom du projet	Institution porteuse	Thème d'intervention	Pays	Période de mise en œuvre	Subvention FFEM en M€	Coût total en M€
Biodivalor Appui à la valorisation durable de la biodiversité des forêts tropicales du Gabon	MAEE	Valorisation des ressources génétiques végétales	Gabon	1998-2004	0,45	0,82
PRGIE - Contribution au Programme régional de gestion de l'information environnementale dans le Bassin du Congo	MAEE	Gestion de l'information environnementale	Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA, RD Congo	1999-2007	0,76	16,3
PAF Gabon - Appui à l'aménagement forestier durable au Gabon	AFD	Exploitation forestière durable	Gabon	1999-2007	0,95	10,3
RAPAC - Appui au développement du tourisme à objectif de conservation en Afrique centrale	MAEE	Valorisation économique par le tourisme dans une sélection d'aires protégées	Congo, Gabon, Sao Tome et Principe	2002-2006	0,94	1,9
CIB - Aménagement des UFA attribuées à la Congolaise Industrielle des Bois (CIB), Congo	AFD	Exploitation forestière durable	Congo	2005-2007	0,87	6,9
Chasse villageoise - Gestion des terroirs de chasse villageoise pour la production durable de viande de gibier en RCA	AFD	Gestion durable de la faune pour la production de viande de gibier	RCA	2005-2008	1	1,37
CAWHFI - Protection et gestion durable de la faune sauvage en périphérie des parcs nationaux du Bassin du Congo	MAEE	Gestion durable des ressources naturelles, en particulier de la faune	Cameroun, Congo, Gabon, RCA	2007-2011	2,5	7,9
Lomako - Projet de gestion communautaire de la biodiversité de la forêt de Lomako et de sa périphérie	MAEE	Conservation participative d'une forêt et gestion durable de la faune dans sa périphérie	RD Congo, Province de l'Equateur	2006-2010	0,78	3,2
PPF - Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon	AFD	Exploitation forestière durable	Gabon	2007-2012	2	14,5
PAF2C - Programme d'appui aux forêts communales du Cameroun	MAEE	Exploitation forestière durable	Cameroun	2007-2011	1,3	2
REDD/FORAFAMA - Appui à la gestion durable des forêts du Bassin du Congo et du Bassin amazonien brésilien	AFD	Intégration de l'aménagement forestier dans le processus REDD	Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RD Congo	2010-2013	1,2	3,3
UGADEC - Développement communautaire et conservation des ressources naturelles en RD Congo	MEDDTL	Formation de cadres pour la conservation des ressources naturelles et de réserves communautaires	RD Congo	Janv. 2010 - Déc. 2011	0,8	2
ECOFORAF - Appui à l'éco-certification des concessions forestières en Afrique centrale	AFD	Exploitation forestière durable	Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RD Congo	2010-2013	1,5	3,7
TOTAL					15,05	74,19

Les objectifs de ces projets s'inscrivent dans quatre catégories :

- gestion durable des forêts ;
- valorisation des ressources naturelles ;
- renforcement de capacités ;
- gestion des aires protégées et de leur périphérie.

Les forêts du Bassin se caractérisent par une biodiversité très riche bien qu'inégalement répartie et encore mal connue. Même si elles subissent moins de pressions que celles d'Amazonie ou d'Asie du Sud-Est, ces forêts sont exposées à des pressions croissantes, alors qu'elles fournissent de nombreux services (approvisionnement et régulation des écosystèmes). 90% des populations de la zone sont dépendantes, directement ou indirectement, des ressources issues des forêts et des rivières qui les traversent. De plus, la déforestation, la fragmentation et la dégradation du couvert forestier sont à l'origine d'une perte de diversité biologique dans la région. Il est donc impératif d'agir pour limiter les pressions et leurs effets. Afin de limiter ces pertes, les projets cofinancés par le FFEM cherchent à répondre aux enjeux de développement d'une exploitation forestière durable, de gestion durable de la faune sauvage et de relance des politiques d'aménagement du territoire.

BILAN SYNTHÉTIQUE

Globalement, ces projets mis en œuvre grâce à une contribution financière du FFEM visaient à contribuer à l'élaboration et à la concrétisation des politiques d'aménagement et de gestion des territoires dans une perspective de protection et de gestion durable des ressources naturelles.

La démarche du FFEM s'est inscrite dans une approche d'aménagement du territoire, en cherchant à améliorer les affectations des espaces ruraux et leurs modes de gouvernance. Le FFEM a contribué à un accroissement des connaissances sur la biodiversité et son utilisation locale. Ses appuis ont permis aux sociétés d'exploitation forestière bénéficiaires de s'engager dans des initiatives ayant indéniablement amélioré leurs conditions de travail et le fonctionnement même de leurs entreprises alors qu'elles pouvaient, à l'origine, douter du bien-fondé de cette évolution. L'impulsion donnée en termes de prise en compte de préoccupations environnementales est particulièrement positif car il est le seul, parmi les donateurs internationaux, à avoir autant instauré le dialogue avec le secteur privé et à avoir compris que l'objectif de la certification FSC pouvait être un puissant atout, tout en concernant, le plus souvent, de vastes superficies peu perturbées et proches d'aires protégées.

La défense des droits des populations locales et leur rôle dans la conservation des ressources naturelles ont été pris

en compte. Le FFEM a joué un rôle de catalyseur en osant s'engager sur la filière viande de gibier et en considérant les populations locales comme des acteurs importants de la gestion de la faune. Il a cherché à les défendre dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits et capacités à contribuer à la conservation des ressources naturelles.

Par ailleurs, le développement de partenariats public-privé, favorisant ainsi la concertation entre les différents types d'acteurs et une meilleure prise en compte de la gestion de la faune dans les zones d'exploitation forestière, est à souligner que ce soit pour la prise en compte de la gestion de la faune dans les forêts de production ou pour l'implantation du dialogue entre toutes les parties prenantes.

L'action du FFEM présente cependant certaines limites, notamment en raison de la contrainte d'un cofinancement minoritaire, qui ne peut dépasser 30% du budget total. Cela ne lui permet pas de s'afficher en leader. En outre, l'échelle de temps retenue pour les projets (entre 3 et 8 ans) semble peu adaptée au projet de conservation qui nécessiterait plutôt des périodes de l'ordre d'une quinzaine d'années. La pérennité des acquis est donc incertaine, les bénéficiaires n'ayant pas assez de temps techniquement et financièrement pour être autonomes. Les entreprises privées notamment, continueront-elles à prendre en charge le coût de la conservation en l'absence de subvention ? Enfin, on note une complexification croissante dans le montage des projets due notamment au nombre croissant de partenaires.

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

On peut noter deux tendances à prendre en compte : la canalisation de fonds initialement prévus pour la conservation de la biodiversité vers des actions de développement et la régionalisation des projets au détriment de l'opérationnalité et des actions de terrain. L'absence de véritables politiques nationales d'utilisation de l'espace rural, ainsi que le désintérêt pour les parcs et les réserves, qui ont pourtant montré leur efficacité, restent également des menaces pour la biodiversité des forêts d'Afrique Centrale. Ainsi, pour une meilleure protection de la biodiversité dans le Bassin du Congo, le FFEM devrait-il poursuivre son action dans les domaines suivants :

- l'exploitation forestière durable ;
- la gestion durable de la faune sauvage, et en particulier le contrôle de la filière viande de gibier ;
- les politiques d'aménagement du territoire.

A ces trois priorités fondamentales, pourraient être pris en compte quatre autres champs d'intervention :

- le soutien à la recherche ;
- le financement durable de la conservation ;
- le mécanisme REDD ;
- l'appui aux communautés locales.



LES ANNEXES

- ▶ *Le cycle de projet financé par le FFEM*
- ▶ *Principaux acronymes*
- ▶ *Projets identifiés / engagés en 2011*
- ▶ *Bilan d'activités 1994-2011*
- ▶ *Repères 2011 sur les actions de communication*



En s'appuyant sur les évaluations de projets, le FFEM mutualise et valorise l'information en collaboration avec ses partenaires.

En 2011, le FFEM a cherché à transformer l'expérience acquise sur le terrain en connaissances utilisables.

Bilans d'activités, séminaires et publications en sont les principaux résultats.

LE CYCLE DE PROJET FINANCÉ PAR LE FFEM

1 Pré-identification

- > rédaction d'une note d'opportunité de projet (NOP) présentant les caractéristiques de l'idée de projet : contexte, objectifs, partenaires et coûts,
- > sélection de 12 notes effectuée par le Secrétariat en concertation avec les 6 partenaires institutionnels qui feront l'objet d'un examen lors des 3 réunions annuelles du Comité de pilotage.

2 Identification

- > rédaction d'une note d'identification de projet (NIP) par un des partenaires institutionnels avec le bénéficiaire potentiel,
- > vérification de l'éligibilité du projet par le Secrétariat,
- > avis du Comité scientifique et technique et avis du Secrétariat,
- > examen de la NIP par le Comité de pilotage,
- > appui rédactionnel et normalisation des NIP par le Secrétariat,
- > autorisation éventuelle par le Comité de pilotage à engager l'évaluation.

9 Communication

- > communication après achèvement ou post-évaluation du projet par le partenaire institutionnel, avec l'appui du Secrétariat, et/ou par les partenaires bénéficiaires,
- > diffusion de supports de communication : publications, CD ou films...
- > les supports peuvent porter sur un projet ou un échantillon de projets, sur une thématique donnée ou sur une géographie commune.

3 Evaluation ex-ante du projet

- > réalisation de l'étude de faisabilité ex-ante du projet détaillant les conditions techniques, économiques et institutionnelles de mise en œuvre du projet et des points d'application du financement sur la base de sa faisabilité, de son cadre logique,
- > réalisation de la note d'engagement de projet (NEP) pour le Comité de pilotage,
- > appui rédactionnel et normalisation de la NEP par le Secrétariat.

8 Capitalisation

- > évaluations rétrospectives,
- > conférences, séminaires.

4 Engagement

- > examen de la NEP par le Comité de pilotage,
- > approbation par le Comité de pilotage du projet, avis en séance du Comité scientifique et technique et du Secrétariat,
- > autorisation du Secrétariat à engager les fonds correspondants,
- > préparation de la convention de financement entre le Secrétariat et le bénéficiaire,
- > signature de la convention de financement entre l'AFD, gestionnaire des fonds du FFEM, et le bénéficiaire.

7 Post-évaluation

- > évaluation des résultats et des impacts après achèvement du projet.

6 Rapport d'achèvement

- > rédaction d'un rapport d'achèvement de projet par le bénéficiaire de la subvention.

5 Mise en œuvre

- > mise en œuvre du projet par le bénéficiaire de la subvention,
- > suivi et supervision par le partenaire institutionnel avec l'appui du Secrétariat,
- > élaboration de rapports d'avancement techniques et financiers réguliers par le bénéficiaire,
- > le cas échéant, évaluation à mi-parcours,
- > gestion des fonds par l'AFD avec l'appui du Secrétariat.

PRINCIPAUX ACRONYMES

ADECIA	Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux
AGEOS	Agence Gabonaise d'études et observations spatiales
AIMF	Association internationale des maires francophones
AMP	Aire Marine Protégée
CAR-ASP	Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées
CBLT	Commission du bassin du Lac Tchad
CE	Commission Européenne
CICID	Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
CONAP	Conseil National des Aires Protégées du Guatemala
ESA	Agence spatiale européenne
FAE	Facilité africaine de l'eau
FCA	Fonds pour la conservation des forêts tropicales
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FMPM	Fonds multilatéral du protocole de Montréal
FPCF	Forest carbon partnership facility
FRB	Fondation pour la recherche sur la biodiversité
FSC	Forest Stewardship Council
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GEO	Système mondial d'observation de la terre
GEOSUD	Information spatiale pour le développement durable
INAB	Institut National en charge des Forêts au Guatemala
INGUAT	Institut de tourisme guatémaltèque
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MDP	Mécanisme de développement propre
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OSS	Observatoire du Sahara et de Sahel
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POP	Polluants organiques persistants
RAPAC	Réseau des aires protégées d'Afrique Centrale
REDD	Mécanisme de réduction des émissions de CO2 provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts
SAO	Substances appauvrissant la couche d'ozone
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

PROJETS IDENTIFIÉS/ENGAGÉS EN 2011

BIODIVERSITÉ

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution porteuse
02/04/09	31/03/11	"Save Our Spécies" (SOS)	Afrique/Rég.	1 000 000	11 235 000	MEDDTL
02/04/09	25/11/11	Projet de conservation au Nord Kenya	Kenya	1 500 000	12 642 000	AFD
31/03/11	31/03/11	Programme de Petites Initiatives 3	Afrique/Rég.	2 000 000	4 399 936	MEDDTL-MAEE
09/07/10	06/07/11	Structure et dynamique des forêts d'Afrique Centrale : vers des règles d'exploitation du bois intégrant le fonctionnement écologique des populations d'arbres et la variabilité des conditions environnementales (DynAfFor)(Phase 1)	Afrique/Rég.	1 250 000	6 786 826	AFD ⁽¹⁾
09/07/10	25/11/11	Structure et dynamique des forêts d'Afrique Centrale : vers des règles d'exploitation du bois intégrant le fonctionnement écologique des populations d'arbres et la variabilité des conditions environnementales (DynAfFor)(Phase 2)	Afrique/Rég.	1 290 300		AFD ⁽¹⁾
06/07/11	25/11/11	Programme phare "Modélisation et scénarios de la biodiversité" de la FRB	Afrique/Rég.	1 000 000	4 645 000	MESR
25/11/11		Produits naturels certifiés pour préserver la biodiversité et appuyer le développement local en Afrique australe	Afrique/Rég. AFD	900 000	3 000 000	AFD-MEDDTL
25/11/11		Contribution au capital du Fonds fiduciaire du Banc d'Arguin et de la biodiversité côtière et marine (BACOMAB)	Mauritanie	1 200 000	18 400 000	AFD
Total Afrique				10 140 300	61 108 762	
31/03/11	06/07/11	Durabilité des mécanismes de cogestion et de conservation communautaire de la biodiversité dans le système guatémaltèque d'aires protégées	Guatemala	1 496 000	3 576 000	MEDDTL
25/11/11		Plateforme expérimentale pour la gestion des territoires ruraux d'Amazonie Légale (PETRA)	Brésil	2 000 000	8 600 000	MEDDTL-MAEE
Total Amérique latine				3 496 000	12 176 000	
09/07/10	31/03/11	Conservation et valorisation de la biodiversité : développement durable de la montagne balkanique	Europe/Régional	1 200 000	3 783 850	MAEE
Total Europe de l'Est				1 200 000	3 783 850	

(1) Les phases 1 et 2 du projet DynAfFor ne comptent que pour un seul projet.

PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES

Pays	Bénéficiaire	Titre du projet	Montant total en €	Financement FFEM en €
Bénin	CREDI-ONG	Gestion communautaire des ressources naturelles et réduction de la pauvreté autour de la vallée du Sitatunga	40 534	25 000
Bénin	BEES ONG	Conservation et valorisation du sanctuaire des oiseaux d'eau du Lac Nokoué	62 445	44 000
Burundi	ACVE	Protection de l'habitat et des populations d'hippopotames dans le nord-est du Lac Tanganyika	136 038	49 000
Cameroun	ACFCam	Exploitation et commercialisation de produits forestiers non ligneux pour le maintien de la biodiversité forestière	64 862	32 300
Cameroun	ONED	Promotion de l'écotourisme par les Bagyéli de Campo-Ma'an	77 437	40 000
Madagascar	WWF	Mise en réseau des Clubs environnementaux de jeunes (Vintsy) pour la préservation du corridor forestier sud-est	99 200	42 000
Madagascar	WCS	Appui à la société civile pour une pêche responsable dans la baie d'Antongil	111 577	49 700
Mozambique	ASLF	A Hi Zameni Chemucane Support Project	58 000	8 000
Nigéria	CERCOPAN	Enhanced community protection of 4 contiguous forests to attract investment	137 102	49 900
RDC	Réseau CREF	Création de quatre forêts communautaires à Walikale Nord Kivu	42 967	32 000
RDC	GRAPEDECO-ACPF	Conservation de zones de frayères du lac Albert	48 350	35 000
Togo	JVE	Valorisation de la biodiversité de la forêt Classée d'Assimé	33 695	25 000
Total 12 projets engagés en Avril 2011			912 207	431 900

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution porteuse
02/04/10	06/07/11	Appui au développement et à la structuration de la filière paysanne du jatropha/biocarburant (huile et biodiesel) en Afrique de l'Ouest	Afrique / Rég.	1 100 000	5 000 000	AFD
26/11/10	06/07/11	Renforcement de capacité et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest	Afrique / Rég.	3 350 000	14 550 000	MAEE-AFD ⁽¹⁾
26/11/10	06/07/11	African Carbon Asset Development (ACAD)	Afrique / Rég.	2 000 000	6 000 000	AFD
26/11/10	25/11/11	Programme d'appui à la définition de stratégies de développement sobres en carbone et résilientes au changement climatique	Afrique / Rég.	1 500 000	5 000 000	AFD
31/03/11	06/07/11	Africompost	Afrique / Rég.	1 000 000	7 060 000	MEDDTL
31/03/11	25/11/11	Projet pilote de lutte contre la déforestation et la dégradation de la forêt de miombo dans la réserve nationale de Gilé et sa périphérie	Mozambique	2 000 000	5 000 000	AFD
31/03/11		Programme d'appui à l'approvisionnement et l'utilisation durables de biomasse énergie en Asie et en Afrique	Afrique / Rég.	2 000 000	6 000 000	MAEE
06/07/11		Appui au "Fonds LIVELIHOOD"	Afrique / Rég.	1 200 000	31 460 000	MINEFI
Total Afrique				14 150 000	80 070 000	
31/03/11	06/07/11	Valorisation du potentiel REDD+ et MDP pour le développement durable du Rio Grande de la Magdalena	Colombie	1 460 000	10 000 000	MAEE
Total Amérique latine				1 460 000	10 000 000	
31/03/11	06/07/11	Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux (Phase 1)	Méditerranée Régional	1 350 000	8 500 000	MEDDTL ⁽²⁾
06/07/11	25/11/11	Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux (Phase 2)	Méditerranée Régional	1 300 000		MEDDTL ⁽²⁾
Total Méditerranée				2 650 000	8 500 000	

(1) le projet a été partiellement engagé le 06/07/2011 pour 1.600.000 euros

(2) les phases 1 et 2 du projet Ecosystèmes boisés méditerranéens ne comptent que pour un seul projet

PROJETS IDENTIFIÉS/ENGAGÉS EN 2011

EAUX INTERNATIONALES

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution porteuse
31/03/11	06/07/11	Gestion intégrée et concertée des ressources en eau des systèmes aquifères d'Iullemeden, de Taoudeni/Tanezrouft et du fleuve Niger (GICRESAIT)	Afrique Régional	499 380	2 039 650	MAEE-MEDDTL
06/07/11	25/11/11	Préservation du Lac Tchad : Contribution à la stratégie de développement du Lac	Afrique Régional	800 000	12 400 000	AFD-MAEE
25/11/11		Contribution à la gestion durable et à la conservation du milieu marin dans la zone sud-ouest de l'océan indien : appuis aux innovations locales et aux partenariats	Afrique Régional	1 000 000	3 200 000	AFD-MAEE
Total Afrique				2 299 380	17 639 650	
25/11/11		Etablissement du fonds de financement à long terme du réseau d'Aires Protégées Marines et Côtières du Récif méso-américain (MAR Fund)	Amérique latine Régional	1 060 000	9 223 000	MEDDTL
Total Amérique latine				1 060 000	9 223 000	
06/07/11		Appui au développement durable de la Baie d'Ha Long et de sa région	Vietnam	1 000 000	3 400 000	AFD
Total Asie				1 000 000	3 400 000	
26/11/10	31/03/11	Renforcement du Réseau des gestionnaires des Aires Marines Protégées en Méditerranée(MedPAN)	Méditerranée Régional	750 000	1 664 400	MEDDTL
Total Méditerranée				750 000	1 664 400	

DÉGRADATION DES TERRES, POP

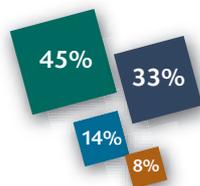
Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution porteuse
31/03/11		Développement d'une filière d'orpaillage équitable en Afrique de l'Ouest	Afrique Régional	900 000	2 380 000	MAEE
Total Afrique				900 000	2 380 000	

COUCHE D'OZONE

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	Etat	Type	Total en US\$ après ajustement + frais d'appui inclus	Partenaire ou mise en œuvre déléguée
Avril 2011	Demonstration project for disposal of unwanted ODS	Mexique	Destruction	En cours	Démonstration	501 690	ONUDI
Total Amérique latine						501 690	

BILAN D'ACTIVITÉS 1994-2011

Au 31 décembre 2011, le FFEM compte **236** projets instruits ou en cours d'instruction, ce qui représente un montant potentiel d'engagement de subvention du FFEM de **274 M€**.



Répartition par domaine

Domaine	Nombre de projets	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €
Biodiversité	118	123 948 228	1 022 961 622
Changement climatique	66	91 089 906	1 518 123 952
Eaux internationales	36	37 798 431	283 976 845
Dégradation des terres et POP	16	21 771 551	118 294 372
Total	236	274 608 117	2 943 356 790



Répartition par région

Domaine	Nombre de projets	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €
Afrique subsaharienne et Méditerranée	157	184 518 056	1 512 924 235
Amérique latine	39	43 953 931	368 005 457
Asie et Pacifique	28	31 887 485	902 275 579
Europe de l'Est	12	14 248 645	160 151 520
Total	236	274 608 117	2 943 356 790

Répartition par institution-porteuse

Institution membre	Nombre de projets	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €
AFD	83	98 172 055	1 115 270 605
MAEE	71	76 598 333	588 796 356
MEDDTL	43	49 482 008	548 823 809
MULTIPLES	25	33 357 897	297 917 436
MINEFI	8	10 811 311	371 769 535
MESR	6	6 186 513	20 779 049
Total	236	274 608 117	2 943 356 790

État d'avancement des projets

Domaine	Nombre de projets identifiés	Nombre de projets engagés	Nombre de projets dont conventions signées
Biodiversité	118	115	185
Changement climatique	66	61	76
Eaux internationales	36	33	39
Dégradation des terres - POP	16	15	21
Total	236	224	321

Répartition des projets financés par la part bilatérale des contributions françaises au FMPM par région

Région	Nombre de projets	Montant total après ajustement (M\$) support inclus
Afrique	44 <i>soit</i> 43%	3,55 <i>soit</i> 24%
Amérique Latine	3 <i>soit</i> 3%	0,69 <i>soit</i> 5%
Asie	37 <i>soit</i> 36%	7,36 <i>soit</i> 50%
Méditerranée	19 <i>soit</i> 18%	3,20 <i>soit</i> 22%
Total	103	14,80

LES PROJETS COFINANCÉS PAR LE FFEM

Identifiés / engagés

Les projets identifiés en 2011 sont listés en gras

● ● ● Biodiversité

Projets "biodiversité" identifiés ou engagés en Afrique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
21/10/94	07/07/95	Déforestation tropicale par agriculture itinérante sur brûlis	Ceinture tropicale	152 449	6 250 410	MAEE
21/10/94	07/07/95	Gestion et préservation de l'écosystème du banc d'Arguin	Mauritanie	671 843	1 921 925	MAEE
21/10/94	15/04/96	Unité de conservation d'Arly	Burkina Faso	378 378	1 244 899	AFD
21/10/94	15/04/96	Réhabilitation et valorisation du parc national du Niokolo Koba	Sénégal	686 021	4 771 654	MAEE
15/03/95	22/11/95	Maintien biodiversité après éradication tsé-tsé	Zimbabwe	766 819	2 917 417	MAEE
07/07/95	20/09/96	Biodivalor - appui à la valorisation durable des forêts tropicales	Gabon	450 792	825 816	MAEE
07/07/95	20/12/96	Terroirs villageois de Kouré et du Dallol Bosso	Niger	304 898	880 416	AFD
07/07/95	01/04/97	Protection de la biodiversité dans le bas delta mauritanien	Mauritanie	609 796	3 018 491	AFD
07/07/95	09/11/99	Aménagement forestier durable	Gabon	954 598	10 200 000	AFD-MAEE
15/04/96	20/09/96	Protection, gestion espaces naturels terrestres et marins	Mayotte	495 459	1 486 378	AFD
01/04/97	06/05/98	Gestion de l'information environnementale dans le bassin du Congo	Afrique/Régional	762 245	16 330 339	MAEE
01/04/97	29/06/00	Projets pilotes de protection et valorisation biodiversité dans le cadre du PAE	Madagascar	1 326 306	55 000 000	MAEE
30/09/97	22/12/97	Gestion sites Ramsar, par des actions d'échanges techniques innovants	Afrique/Régional	381 123	2 080 929	MEDDTL
30/09/97	06/05/98	Projet de conservation de la biodiversité de la péninsule du Cap	Afrique du Sud	914 694	83 267 653	AFD
30/09/97	18/02/99	Restauration des écosystèmes du Parc National Elizabeth et du Lac George	Ouganda	1 158 613	1 558 029	MESR
06/05/98	18/02/99	Gestion environnementale dans les zones de concentration de populations réfugiées	Afrique/Régional	701 265	1 652 547	MAEE
29/09/98	17/06/99	Appui aux unités de conservation de la faune	Burkina Faso	762 245	2 728 835	AFD
18/02/99	17/06/99	Maintien de la biodiversité dans la vallée du Zambèze	Zimbabwe	435 000	960 000	MAEE
18/02/99	12/09/00	Préservation et gestion des aires protégées de la Pendjari	Bénin	1 100 000	8 900 000	AFD
09/11/99	26/03/01	Observatoire de la Guinée maritime	Guinée	1 300 000	2 900 000	AFD
09/11/99	26/03/01	Préservation des ressources halieutiques par les communautés de pêcheurs	Sénégal	900 000	13 400 000	AFD
07/03/00	26/03/01	Interactions entre élevage et faune sauvage autour des aires protégées	Tchad	770 000	2 750 000	MAEE
07/03/00	07/07/04	Conservation de la biodiversité dans les parcs nationaux du Faro et de Bouba N'Djida	Cameroun	1 500 000	11 981 680	AFD
27/11/00	06/07/01	Agrobiodiversité du sorgho	Burkina Faso/Mali	1 300 000	3 500 000	MESR
27/11/00	06/07/01	Gestion durable de la pêche crevette	Madagascar	1 056 000	10 508 000	AFD
27/11/00	29/03/02	Antilopes sahélo-sahariennes	Afrique/Régional	1 385 000	15 575 400	MEDDTL
26/03/01	30/11/01	Plateau Mahafaly	Madagascar	900 000	2 560 000	AFD
26/03/01	29/03/02	Développement du tourisme de nature en Afrique centrale (ECOFAC)	Afrique/Régional	939 000	1 921 000	AFD
26/03/01	30/04/03	Gestion des terroirs de chasse	Centrafrique	1 000 000	3 617 000	MAEE
06/07/01	30/11/01	Réhabilitation de l'aire protégée de Méru	Kenya	1 860 000	16 270 000	AFD
24/05/02	26/03/04	Jardins éthiopiens	Ethiopie	1 230 000	3 280 000	MAEE
15/11/02	30/04/03	Aménagement de la Congolaise CIB	Congo	873 000	6 934 164	AFD
15/11/02	26/03/04	Réseau des "Conservatoires"	Namibie	1 400 000	12 110 000	MAEE
15/11/02	26/03/04	Conservation et valorisation de la biodiversité et des éléphants du Gourma	Mali	1 560 000	6 840 000	MAEE
15/11/02	30/04/03	Parc marin de Mnazi Bay	Tanzanie	384 280	2 353 070	MAEE
04/07/03	27/10/04	Réhabilitation des écosystèmes insulaires	Seychelles	460 000	1 368 000	MAEE
27/11/03	30/03/05	Conservation de la nature et développement communautaire et touristique dans le Kalahari	Botswana	935 000	3 086 000	MEDDTL
27/11/03	26/03/04	Développement du parc national de Quirimbas	Mozambique	700 000	5 265 000	AFD
26/03/04	05/07/05	Fondation pour les aires protégées et la biodiversité : contribution au capital	Madagascar	1 000 000	24 600 000	AFD
26/03/04	27/10/04	Bio-Hub - Gestion durable et communautaire de la biodiversité et des ressources naturelles	Afrique / Régional	500 000	1 546 000	MAEE

suite du tableau page suivante 

 suite du tableau "biodiversité-Afrique"

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
07/07/04	25/11/05	Gestion de la biodiversité en périphérie des grands parcs nationaux du bassin du Congo	Afrique/Régional	2 500 000	7 930 000	MAEE
27/10/04	05/07/06	Conservation de la biodiversité autour du parc national de Sapo	Libéria	830 000	4 390 000	MAEE
27/10/04	30/03/05	Programme de Petites Initiatives 1ère tranche	Afrique/Régional	1 200 000	2 692 447	MAEE-MEDDTL
27/10/04	30/03/05	Réseau d'aires marines protégées des pays de l'Océan indien	Afrique/Régional	700 000	1 944 000	MAEE
30/03/05	25/11/05	Projet pilote bio culturel d'Antrema	Madagascar	320 000	773 241	MAEE
30/03/05	25/11/05	Gestion communautaire de la biodiversité autour des aires protégées	Ghana	1 200 000	11 000 000	MAEE
25/11/05	05/07/06	Conservation de la biodiversité et développement du secteur protégé de la réserve forestière de Lomako	Congo (RDC)	781 000	3 171 000	MAEE
30/03/06	05/07/06	Protection de la forêt humide de Gola	Sierra Leone	1 186 000	5 997 000	MAEE
05/07/06	05/07/06	Programme de Petites Initiatives 2ème tranche	Afrique/Régional	1 000 000	2 011 031	MAEE-MEDDTL
05/07/06	18/12/06	Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable	Gabon	2 000 000	14 500 000	AFD
05/07/06	30/03/07	Efficacité de la gestion des aires protégées en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	990 000	2 650 000	MAEE
18/12/06	06/07/07	Gestion durable des forêts communales	Cameroun	1 300 000	12 990 000	MAEE
30/03/07	30/11/07	Parc national d'Addo Elephant	Afrique du Sud	980 000	24 820 000	AFD
30/11/07	01/07/08	Conservation de la biodiversité et certification du bois de deux forêts classées	Côte d'Ivoire	400 000	2 781 872	MAEE
03/04/08	27/11/08	Appui aux opérateurs publics et privés pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo et du bassin amazonien brésilien	Afrique/Régional	800 000	3 271 000	AFD
03/04/08	27/11/08	Cogestion de la réserve naturelle nationale de Gilé et développement de sa périphérie	Mozambique	1 000 000	3 679 600	AFD
03/04/08	01/07/08	Gestion durable des ressources naturelles pour la conservation de trois régions hotspots de la biodiversité	Madagascar	2 000 000	18 850 000	AFD
03/04/08	01/07/08	Gestion durable de la biodiversité agricole dans les systèmes d'exploitation	Mali	1 000 000	22 535 000	AFD
27/11/08	03/07/09	Appui au fonds d'investissement Verde Ventures	Afrique/Régional	990 000	7 038 846	AFD
27/11/08	27/11/09	Développement communautaire et conservation des ressources naturelles en RDC	Congo (RDC)	800 000	1 984 035	MEDDTL
27/11/08	02/04/09	Deuxième Programme de Petites Initiatives	Afrique/Régional	2 500 000	5 000 000	MEDDTL
02/04/09	31/03/11	"Save Our Spécies" (SOS)	Afrique/Régional	1 000 000	11 235 000	MEDDTL
02/04/09	25/11/11	Projet de conservation au Nord Kenya	Kenya	1 500 000	12 642 000	AFD
27/11/09	02/04/10	Appui à l'éco-certification des concessions forestières en Afrique centrale (ECOFORAF)	Afrique/Régional	1 500 000	3 712 500	AFD
02/04/10	26/11/10	Gestion des territoires de conservation en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	1 305 000	2 967 000	MEDDTL
31/03/11	31/03/11	Programme de Petites Initiatives 3	Afrique/Régional	2 000 000	4 399 936	MEDDTL-MAEE
09/07/10	06/07/11	Structure et dynamique des forêts d'Afrique Centrale : vers des règles d'exploitation du bois intégrant le fonctionnement écologique des populations d'arbres et la variabilité des conditions environnementales (DynAffor) (Phase 1)	Afrique/Régional	1 250 000	6 786 826	AFD⁽¹⁾
09/07/10	25/11/11	Structure et dynamique des forêts d'Afrique Centrale : vers des règles d'exploitation du bois intégrant le fonctionnement écologique des populations d'arbres et la variabilité des conditions environnementales (DynAffor) (Phase 2)	Afrique/Régional	1 290 300		AFD⁽¹⁾
06/07/11	25/11/11	Programme phare "Modélisation et scénarios de la biodiversité" de la FRB	Afrique/Régional	1 000 000	4 645 000	MESR
25/11/11		Produits naturels certifiés pour préserver la biodiversité et appuyer le développement local en Afrique australe	Afrique/Régional	900 000	3 000 000	AFD-MEDDTL
25/11/11		Contribution au capital du Fonds fiduciaire du Banc d'Arguin et de la biodiversité côtière et marine (BACOMAB)	Mauritanie	1 200 000	18 400 000	AFD
Total Afrique	70 projets			72 387 124	586 158 385	

(1) les phases 1 et 2 du projet DynAffor ne comptent que pour un seul projet

Biodiversité

Projets "biodiversité" identifiés ou engagés en Amérique latine

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
15/03/95	07/07/95	Protection et valorisation des récifs coralliens (Petites Antilles)	Sainte-Lucie	240 778	2 133 981	MAEE
15/03/95	07/07/95	Protection et valorisation des récifs coralliens (Petites Antilles)	St Vincent et Grenadines	107 477		MAEE
15/03/95	07/07/95	Protection et valorisation des récifs coralliens (Petites Antilles)	Grenade	147 052		MAEE
07/07/95	01/04/97	Développement communautaire et conservation de la Mata Atlantica (région d'Iguape)	Brésil	312 520	794 365	MEDDTL
22/11/95	15/04/96	Conservatoire ethnobotanique OMAERE	Equateur	126 738	1 089 281	MAEE
15/04/96	20/09/96	Contribution à la prise en compte de l'environnement dans la prospection pétrolière	Bolivie	112 218	679 363	MAEE
20/09/96	20/12/96	"Projets démonstratifs" du programme de protection des forêts tropicales	Brésil	1 524 490	188 884 332	MAEE
22/12/97	06/05/98	Forêt naturelle tempérée chilienne	Chili	751 269	3 748 721	MAEE
06/05/98	18/02/99	Conservation de la biodiversité de la Sierra Nevada	Colombie	988 784	2 273 765	MAEE
29/09/98	18/02/99	Haut bassin du Rio Jejuí et réserve naturelle de Mbaracayu	Paraguay	1 141 301	3 312 852	MINEFI
18/02/99	29/06/00	"Parc naturel régional" au développement durable des provinces Carrera et Capitan Prat	Chili	1 000 000	2 300 000	MEDDTL
29/06/00	26/03/01	Actions pilotes de valorisation de la biodiversité dans le Pantanal du Rio Negro	Brésil	980 000	2 233 000	MAEE
29/06/00	30/11/01	Conservation et valorisation de la biodiversité dans l'Etat d'Amapa	Brésil	1 140 000	3 690 000	MEDDTL
26/03/01	06/07/01	Couloir biologique parcs Puracé et Cueva los Guacharos	Colombie	1 600 000	4 740 000	MAEE
26/03/01	30/11/01	Utilisation durable des ressources forestières des Guyanes	Amérique latine/Régional	1 620 000	5 030 000	MEDDTL
26/03/01	30/11/01	Gestion durable des ressources naturelles avec communautés indigènes Mapuches	Chili	1 695 000	4 509 935	MAEE
06/07/01	29/03/02	Renforcement du système national d'aires protégées	Cuba	1 500 000	13 171 000	MAEE
06/07/01	15/11/02	Conservation et développement des forêts subtropicales de montagne (Couloir écologique du Haut Bermejo)	Argentine	1 000 000	4 247 980	MAEE
30/11/01	15/11/02	Conservation et valorisation de la biodiversité végétale en zones tropicales du Chaparé - BIODESA	Bolivie	450 000	966 000	MESR
30/11/01	04/07/03	Protection de la biodiversité de l'aire de conservation marine de l'île Coco	Costa Rica	1 065 000	3 549 800	MEDDTL
30/04/03	27/11/03	Appui aux communautés indigènes dans le parc national de Canaima	Vénézuéla	470 000	1 185 000	MEDDTL
04/07/03	26/03/04	Aires protégées et partage des avantages dans les états de la Caraïbe orientale	Antilles orientales	1 372 000	6 116 800	MAEE
26/03/04	07/07/04	Gestion intégrée des aires protégées de la région caraïbe du Guatemala	Guatemala	800 000	2 028 000	MAEE
26/03/04	05/07/05	Gestion durable des ressources forestières en Amazonie	Brésil	1 380 000	3 190 000	MAEE
27/10/04	30/03/05	Conservation et utilisation durables des récifs coralliens de l'écorégion mésoaméricaine	Guatemala/Honduras	750 000	2 790 795	MAEE
18/12/06	30/11/07	Développement du système national des aires protégées uruguayen	Uruguay	1 000 000	5 216 000	MEDDTL
30/03/07	30/11/07	Biodiversité et gestion durable des forêts du plateau des Guyanes	Guyanes	1 300 000	6 790 000	MEDDTL
03/04/08	27/11/08	Appui aux opérateurs publics et privés pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo et du bassin amazonien brésilien	Amérique latine/Régional	400 000		AFD
03/07/09	02/04/10	Gestion durable de la forêt de l'Etat de l'Amapa (Amazonie brésilienne)	Brésil	1 600 000	5 457 759	MEDDTL
27/11/09	09/07/10	Appui aux financements innovants de la conservation de la biodiversité (RedLAC)	Amérique latine/Régional	983 000	3 850 000	AFD
31/03/11	06/07/11	Durabilité des mécanismes de cogestion et de conservation communautaire de la biodiversité dans le système guatémaltèque d'aires protégées	Guatemala	1 496 000	3 576 000	MEDDTL
25/11/11		Plateforme expérimentale pour la gestion des territoires ruraux d'Amazonie Légale (PETRA)	Brésil	2 000 000	8 600 000	MEDDTL-MAE
Total Amérique latine 29 projets				31 053 628	296 154 729	

Nota : les trois projets « Protection et valorisation des récifs coralliens (Petites Antilles) » ne comptent que pour un seul projet ;
 Le projet « Appui aux opérateurs publics et privés pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo et du bassin amazonien brésilien » ne compte que pour un seul projet et est comptabilisé sur l'Afrique.

Projets "biodiversité" identifiés ou engagés en Asie et Pacifique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
21/10/94	07/07/95	Conservation de la biodiversité des forêts des ghâts occidentaux	Inde	125 466	301 697	MAEE
26/03/01	29/03/02	Réserve des bovidés sauvages	Vietnam	1 049 000	3 202 000	MAEE
24/05/02	07/07/04	Maintien et préservation des hydro systèmes urbains en milieu tropical	Laos	600 000	1 383 280	AFD
04/07/03	07/07/04	Préservation et utilisation de l'agrobiodiversité des plantes racines et tubercules	Vanuatu	677 000	1 395 000	MAEE
26/03/04	07/07/04	Contribution à l'initiative régionale pour la protection des récifs coralliens dans le Pacifique Sud	Pacifique Sud	2 000 000	8 700 000	AFD-MAEE
30/03/05	05/07/06	Réseau des aires marines protégées et tourisme durable sur la côte Andaman	Thaïlande	1 000 000	13 750 000	AFD
30/03/05	05/07/05	Conservation de l'écosystème des Cardamomes	Cambodge	840 000	2 080 000	AFD
30/03/07	30/11/07	Développement de l'écotourisme et protection de la biodiversité dans la province de Lao Cai	Vietnam	890 000	27 680 000	AFD
03/04/08	03/07/09	Développement de filières économiques éco-certifiées pour l'approvisionnement du marché de l'aquariophilie à partir de post-larves de poissons et crustacés récifaux du Pacifique Sud	Pacifique Sud / Régional	500 000	1 200 000	AFD
Total Asie et Pacifique 9 projets				7 681 466	59 691 977	

Projets "biodiversité" identifiés ou engagés en Europe de l'Est

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
15/04/96	20/12/96	Protection et valorisation des écosystèmes en dobroudja bulgare	Bulgarie	286 604	664 678	MAEE-MEDDTL
29/06/00	30/11/01	Gestion et aménagement d'une forêt communale pilote	Géorgie	1 200 000	14 230 000	KFW
27/11/00	06/07/01	Réseau de fondations pour la biodiversité	Hongrie	1 106 000	3 076 000	MEDDTL
09/07/10	31/03/11	Conservation et valorisation de la biodiversité : développement durable de la montagne balkanique	Europe / Régional	1 200 000	3 783 850	MAEE
Total Europe de l'Est 4 projets				3 792 604	21 754 528	

Projets "biodiversité" identifiés ou engagés en Méditerranée

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
15/03/95	22/12/97	Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen	Liban	461 669	857 091	MEDDTL
15/03/95	22/12/97	Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen	Maroc	607 471	4 932 557	MEDDTL
15/03/95	22/12/97	Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen	Tunisie	609 796	20 307 886	MEDDTL
15/03/95	22/12/97	Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen (suivi-évaluation)	Maghreb / Régional	91 469	91 469	MEDDTL
29/09/98	07/03/00	Gestion du parc naturel d'Ifrane et de ses zones périforestières	Maroc	2 288 000	20 253 000	AFD
27/11/00	15/11/02	Aires protégées marines et côtières	Tunisie	1 475 000	4 283 000	MEDDTL
27/10/04	05/07/05	Développement du Commissariat national du littoral algérien	Algérie	1 200 000	3 000 000	MEDDTL
05/07/05	25/11/05	Appui aux réserves naturelles libanaises	Liban	1 400 000	3 005 000	AFD
27/11/09	02/04/10	Contribution au plan de gestion du parc national du Chaambi	Tunisie	900 000	2 472 000	MEDDTL
Total Méditerranée 6 projets				9 033 406	59 202 003	

Nota : les quatre projets « Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen » ne comptent que pour un seul projet.

Total biodiversité 118 projets 123 948 228 1 022 961 622

Programme de petites initiatives

Projets engagés en novembre 2005

Pays	Bénéficiaire	Titre du projet	Montant total en €	Financement FFEM en €
Bénin	FAT	Aménagement et gestion traditionnelle de la galerie forestière de Adjiro	80 000	45 000
Burkina Faso	Naturama	Gestion participative de la mare d'Oursi	108 000	30 000
Gabon	Ibonga	Education et interprétation touristique dans les aires protégées de Gamba	100 000	50 000
Gabon	Maison du Tourisme et de la Nature	Musée du Haut Ogooué	30 000	15 000
Laos	Elephantasia	Conservation de l'éléphant	184 000	50 000
Madagascar	APMM	Corridor biologique entre les parcs nationaux de Ranomafana et Andringitra	60 000	30 000
Madagascar	Fanamby	Aire protégée du territoire Loky Manambato	70 200	35 000
Madagascar	GEVALOR	Valorisation des déchets de Mahajanga	225 000	50 000
Mauritanie	UICN Mauritanie / Commune Ouadane	Aire saharienne protégée communautaire dans la commune de Ouadane	120 000	50 000
Total 9 projets			977 200	355 000

Projets engagés en mars 2006

Bénin	ABPEE	Mise au point d'une trousse à outils de gestion environnementale	60 000	10 000
Bénin	AVPN	Création d'un espace transfrontalier de conservation des hippopotames	131 049	39 000
Comores	FADESIM	Ecotourisme de Mohéli et associations environnementales	60 500	49 000
Congo	RENATURA Congo	Etude et sauvegarde des tortues marines	106 145	40 000
Congo	HELP	Programme d'éducation à l'environnement	142 500	30 000
Gabon	ASF	Réduction pressions anthropiques sur les tortues luths à Pongara	69 892	40 000
Gabon	Gabon Environnement	Ecotourisme et protection des tortues marines à Mayumba	71 651	40 000
Madagascar	APA / WCS	Réserve marine et gestion des ressources halieutiques	130 000	50 000
Madagascar	L'Homme et l'Environnement	Valorisation de la biodiversité par la vente de produits au secteur privé international	100 000	30 000
Maroc	ECODEL	Maîtrise de la consommation d'énergie dans les ménages de la ville de Larache	90 071	25 000
Pacifique, Nouvelle Calédonie	Opération Cétacés	Conservation des baleines à bosse	130 073	37 000
République Centrafrique	RICAGIRN FB	Création d'une zone villageoise de chasse	66 666	40 000
Sénégal	Noé Conservation / Océanium	Protection et étude des lamantins sur le fleuve Sénégal	59 000	20 000
Total 13 projets			1 217 547	450 000

Projets engagés en décembre 2006

Bénin	AFEL	Préservation de la mangrove de la lagune côtière du Sud Bénin	36 000	18 000
Congo Brazzaville	CFC	Réserve de chasse communautaire d'Ibolo-Koundoumou	97 079	38 285
Madagascar	Megaptera	Ecotourisme baleinier à Sainte Marie	70 576	50 000
République Centrafrique	APFC / IGF	Gestion de la faune des Zones Cynégétiques Villageoises (ZCV).	301 000	48 300
Total 4 projets			504 655	154 585

Projets engagés en mars 2007

Bénin	CERGET	Conservation et valorisation des forêts de Kpinkonzoumé et de Houanvé	32 993	21 000
Bénin	EcoBénin	Ecotourisme autour du Lac Ahémé	57 147	42 200
Burkina Faso	OND	Réserve naturelle communautaire de gestion de la faune sauvage	112 598	31 400
Colombie	Tchendukua Ici et Ailleurs	Récupération foncière et préservation biodiversité dans la Sierra Nevada	221 000	50 000
Gabon	CADDE	Conservation de la mangrove d'Akanda	41 415	31 000
Mozambique	Cabo Delgado	Gestion durable du conflit hommes-éléphants	174 200	50 000
Sao Tomé	Monte Pico	Valorisation du jardin botanique de Bom Sucesso	45 810	32 600
Sénégal	Wetland International Sénégal	Gestion de l'aire du patrimoine régional des Trois Marigots	113 890	50 000
Total 8 projets			799 053	308 200

Projets engagés en juillet 2007

Bénin	CREDI	Protection d'une zone humide et de l'antilope sitatunga	78 989	28 100
Bénin	UNSO	Recyclage de pneus usagés	16 518	12 400
Burkina Faso	ATTPH / GERES	Appui aux tradipraticiens de l'ATTPH pour la protection d'espèces médicinales menacées	42 305	20 100
Burkina Faso	CDPF	Réintroduction et élevage de l'autruche ouest-africain	95 786	50 000
Gabon	PROGRAM	Ecotourisme communautaire dans le village de Doussala	66 084	47 700
Gabon	Maison du Tourisme et de la Nature	Aménagement d'un écomusée pour les enfants	19 060	15 000
Gabon	Les Amis du Pangolin	Formation des jeunes à la protection des ressources naturelles	12 883	10 000
Madagascar	2HY-FAIRE LIEN	Ateliers de théâtre pour sensibiliser à la protection de l'environnement	66 000	21 600
Niger	APHN - Noé Conservation	Création d'une aire protégée pour la conservation de l'hippopotame	77 000	50 000
Sao Tomé	MARAPA	Bonnes pratiques de pêche responsable	30 798	23 100
Total 10 projets			505 423	278 000

Projets engagés en novembre 2007

Algérie	ASJDN	Réserve forestière en zone steppique	50 000	37 500
Gabon	Moghesso	Tourisme communautaire dans le Parc National de la Lopé	58 550	30 000
Sénégal	SANTORUN	Jardin botanique de plantes médicinales	47 640	33 000
Total 3 projets			156 190	100 500

Projets engagés en avril 2008

Bénin	CIED	Aménagement d'un jardin médicinal intercommunal	55 991	30 000
Bénin	FAT	Protection de la forêt de Djagballo par les organisations traditionnelles de chasseurs	73 962	39 000
Cambodge	Nomad RSI	Savoirs médicaux traditionnels et création d'un jardin de plantes médicinales	38 400	17 700
Gabon	Assoc. IBONGA	Implication des communautés dans la conservation et la gestion du complexe du Gamba	100 000	35 000
Gabon	Assoc. Culture Nature Edzengui	Développement de l'écotourisme dans le PN Minkébé	48 810	26 000
Madagascar	L'Homme et l'Environnement	Conservation et valorisation de la forêt littorale de Vohibola	88 320	50 000
Madagascar	NY TANINTSIKA	Valorisation des forêts de Tapia par la soie sauvage	54 427	30 000
Polynésie	TE MANA O, TE MOANA	Malle pédagogique pour sensibiliser à la protection des tortues marine du Pacifique	83 500	16 000
Total 8 projets			543 410	243 700

Projets engagés en septembre 2009

Bénin	U-AVIGREF (Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune)	Piment, source de revenus pour réduire les conflits humains-éléphants	59 550	45 000
Burkina Faso	FAUDEB (Association Faune et Développement au Burkina)	Renforcement et valorisation de la zone villageoise d'intérêt cynégétique (ZOVIC) de Boumoana, Province du Gourma, Région de l'Est du Burkina Faso	65 500	40 000
Cameroun	ERA (Environnement Recherche Actions)	Compostage des ordures ménagères dans la ville de Dschang	98 890	48 712
Cameroun	Kudatube	Protection tortues marines programme Kudu	20 292	8 700
Madagascar	Assoc. ASITY Madagascar	Appui à la gestion communautaire des ressources naturelles du complexe Mahavavy-Kinkony	65 430	32 700
Madagascar	Blue ventures	Extension du Kirindi parc national marin	192 120	50 000
Madagascar	Association FANAMBY	Valorisation des ressources des aires protégées de l'île de Sainte-Marie	112 600	50 000
Madagascar	Voakajy	Gestion des ressources naturelles Anosibe An'Ala	100 200	50 000
Niger	CERNK (Coop. d'exploitation des réserves naturelles du Koutous)	Renforcement de la population d'autruches à cou rouge en captivité à Kellé au Niger	184 500	33 000
Niger	ASGN (Association pour la sauvegarde des girafes du Niger)	Conservation des girafes du Niger et développement communautaire	96 500	47 500
Congo (RDC)	Le Domaine des Monts de la Lune	Développement de cacaoyères ombragées	67 000	33 500
Congo (RDC)	Association VONA (La voie de la nature)	Contribution à la gestion intégrée de la réserve de Sarambwé	66 175	20 000
Sénégal	Enda Tiers Monde / Programme Protection Naturelle	Promotion des techniques agro-écologiques face aux changements climatiques	71 500	35 000
Sénégal	Agence régionale de développement de Tambacounda	Préservation et valorisation de la Réserve Naturelle Communautaire du Boundou	154 300	50 000
Total 14 projets			1 354 557	544 112

 PPI

Projets engagés en février 2010

Burundi	ABO	Implication des pêcheurs dans la conservation de la réserve naturelle de la Rusizi	101 305	50 000
Cameroun	ROSE	Appui à la gestion durable des ressources des forêts communautaires	79 600	40 000
Cameroun	ERUDEF	Gestion communautaire et conservation des grands singes dans le sud-ouest du Cameroun	103 983	40 000
Congo	RENATURA	Conservation des tortues marines en République du Congo : renforcement des outils scientifiques et tourisme communautaire	67 957	34 000
Gabon	FIGET	L'écotourisme vers une préservation durable de la biodiversité Ogivine	60 430	30 000
Gabon	BRAINFOREST	Appui à la participation active des communautés dans la gestion des parcs nationaux du Gabon	91 900	40 000
Ghana	GWS	Projet de conservation de l'Estuaire d'Amansury et des ses mangroves	88 708	44 000
Libéria	VOSIED	Renforcer la conservation de la biodiversité par la co-gestion des forêts dans la périphérie de la forêt nationale de Wonegizi	80 000	40 000
Sénégal	FATICK	Projet de mise en aménagement participatif des forêts	74 476	24 000
Togo	AE2D	Valorisation de la biodiversité de la forêt communautaire d'Alibi	60 450	38 000
Total 10 projets			808 809	380 000

Projets engagés en septembre 2010

Bénin	CIDEV	Renforcement de la gestion durable des écosystèmes d'Agonvè	25 946	19 400
Burkina Faso	NEW TREE	Création de 10 forêts villageoises et la promotion d'activités génératrices de revenus	90 075	43 100
Burundi	APRN-BEPB	Restauration des conditions éco-climatiques du lac Rweru	42 000	31 500
Madagascar	CETAMADA	Développement de l'écotourisme baleinier durable à Madagascar et contribution au référentiel scientifique des baleines à bosse de l'Océan indien	80 800	45 000
Madagascar	FAMA	Restauration forestière et nouvelles techniques d'exploitations des versants pour contribuer à la conservation du Corridor Ankeniheny-Zahamena	22 650	11 000
Madagascar	MBG	Promotion d'une gestion durable à base communautaire des ressources naturelles de Pointe à Larrée	70 430	35 000
Mozambique	TERRA NOVA	Accès d'une structure de compostage des déchets urbains aux crédits carbone (Beira, Mozambique)	90 900	50 000
Rwanda	RECOR	Conservation durable de la biodiversité du Parc National Akagera	67 200	40 000
Tchad	ILOD DARI ET GOUMADJI	Mise en place d'un système de gestion durable des ressources naturelles en périphérie du Parc National de Sena Oura	16 129	8 100
Tchad	ILOD FIANGA	Appui à la préservation des ressources naturelles de l'Espace Lacustre de Fianga	45 767	22 800
Togo	ENPRO	Installation d'une unité de compostage des déchets à Lomé	131 347	50 000
Total 11 projets			683 244	355 900

Projets engagés en avril 2011

Bénin	CREDI-ONG	Gestion communautaire des ressources naturelles et réduction de la pauvreté autour de la vallée du Sitatunga	40 534	25 000
Bénin	BEES ONG	Conservation et valorisation du sanctuaire des oiseaux d'eau du Lac Nokoué	62 445	44 000
Burundi	ACVE	Protection de l'habitat et des populations d'hippopotames dans le nord-est du Lac Tanganyika	136 038	49 000
Cameroun	ACFCam	Exploitation et commercialisation de produits forestiers non ligneux pour le maintien de la biodiversité forestière	64 862	32 300
Cameroun	ONED	Promotion de l'écotourisme par les Bagyéli de Campo-Ma'an	77 437	40 000
Madagascar	WWF	Mise en réseau des Clubs environnementaux de jeunes (Vintsy) pour la préservation du corridor forestier sud-est	99 200	42 000
Madagascar	WCS	Appui à la société civile pour une pêche responsable dans la baie d'Antongil	111 577	49 700
Mozambique	ASLF	Concession éco-touristique-Accompagnement de l'Association A Hi Zameni Community (AZC) à Chemucane	58 000	8 000
Nigéria	CERCOPAN	Protection et gestion communautaire de quatre forêts	137 102	49 900
Congo (RDC)	Réseau CREF	Création de quatre forêts communautaires à Walikale Nord Kivu	42 967	32 000
Congo (RDC)	GRAPEDECO-ACPF	Conservation de zones de frayères du lac Albert	48 350	35 000
Togo	JVE	Valorisation de la biodiversité de la forêt Classée d'Assimé	33 695	25 000
Total 12 projets			912 207	431 900

Total PPI**8 462 295 3 601 897**

● ● ● Changement climatique

Projets "changement climatique" identifiés ou engagés en Afrique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
07/07/95	20/12/96	Gestion villageoise des massifs forestiers	Mali	762 245	1 524 490	AFD-MAEE
22/11/95	17/06/99	L'insertion de la composante électrification décentralisée	Burkina Faso	220 000	1 290 000	AFD
01/04/97	30/09/97	Projet Alizés électrification rurale	Mauritanie	762 245	4 344 797	AFD
01/04/97	18/02/99	Centrale charbon-bagasse de Belle-View	Maurice	514 515	100 900 000	AFD
17/06/99	09/11/99	Agroécologie et stockage carbone (programme transversal)	Afrique/Régional	762 245	3 048 980	AFD-MAEE
17/06/99	27/11/00	Plan d'action agroécologie	Afrique/Régional	1 935 600	46 405 000	AFD-MAEE
09/11/99	07/03/00	Développement des gisements de phosphate carbonaté	Sénégal	1 112 900	7 600 000	MESR
26/03/01	30/11/01	Développement d'une filière de carbonisation des résidus végétaux	Mauritanie	600 000	1 569 000	MAEE
27/11/03	30/03/06	Mécanisme de développement propre dans le secteur forestier	Afrique/Régional	2 300 000	7 615 000	MAEE
07/07/04	30/03/05	Programme incubateur des projets MDP	Afrique/Régional	2 000 000	13 990 000	AFD
25/11/05	05/07/06	Passage au quatre-temps des "sémidjans" de Cotonou	Bénin	1 000 000	2 100 000	AFD
18/12/06	06/07/07	Renforcement de capacité en matière d'adaptation aux changements climatiques dans l'océan indien	Afrique/Régional	1 000 000	3 645 000	MAEE - MEDDTL
18/12/06	06/07/07	Remplacement de refroidisseurs en Afrique (AFROC)	Afrique/Régional	750 000	5 334 070	MEDDTL
30/03/07	27/11/08	Appui à l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau	Afrique/Régional	1 200 000	3 000 000	MAEE
30/11/07	01/07/08	Vigilance des pays africains face aux changements climatiques	Afrique/Régional	2 000 000	4 000 000	MAEE
01/07/08	02/04/09	Valorisation des déchets de bois de scieries par des centrales de cogénération dans des entreprises forestières	Afrique/Régional	1 000 000	3 161 250	AFD
27/11/08	02/04/09	Appui à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables à Maurice	Maurice	1 000 000	2 400 000	AFD
27/11/08	02/04/09	Gestion durable des forêts communales du Bénin	Bénin	1 000 000	11 510 000	AFD
27/11/09	26/11/10	Adaptation au changement climatique dans le parc national des Quirimbas	Mozambique	1 000 000	8 456 566	AFD
02/04/10	09/07/10	Forêts et adaptation au changement climatique en Afrique de l'Ouest (ACFAO)	Afrique/Régional	1 640 000	3 909 025	AFD
02/04/10	26/11/10	Programme de développement de référentiels pour la filière du Jatropha en Afrique de l'ouest	Afrique/Régional	1 400 000	5 631 000	MEDDTL
02/04/10	06/07/11	Appui au développement et à la structuration de la filière paysanne du jatropha/biocarburant (huile et biodiesel) en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	1 100 000	5 000 000	AFD
26/11/10		Appui aux banques pour le financement de la gestion durable des forêts tropicales humides	Afrique/Régional	2 700 000	10 700 000	AFD
26/11/10	06/07/11	Renforcement de capacité et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	3 350 000	14 550 000	MAEE-AFD ⁽¹⁾
26/11/10	06/07/11	African Carbon Asset Development (ACAD)	Afrique/Régional	2 000 000	6 000 000	AFD
26/11/10	25/11/11	Programme d'appui à la définition de stratégies de développement sobres en carbone et résiliente au changement climatique	Afrique/Régional	1 500 000	5 000 000	AFD
31/03/11	06/07/11	Africompost	Afrique/Régional	1 000 000	7 060 000	MEDDTL
31/03/11	25/11/11	Projet pilote de lutte contre la déforestation et la dégradation de la forêt de miombo dans la réserve nationale de Gilé et sa périphérie	Mozambique	2 000 000	5 000 000	AFD
31/03/11		Programme d'appui à l'approvisionnement et l'utilisation durables de biomasse énergie en Asie et en Afrique	Afrique/Régional	2 000 000	6 000 000	MAEE
06/07/11		Appui au "Fonds LIVELIHOOD"	Afrique/Régional	1 200 000	31 460 000	MINEFI
Total Afrique	28 projets			40 809 751	332 204 178	

Nota : les deux projets « Agroécologie » comptent pour un seul projet.

(1) Le projet a été partiellement engagé le 06/07/2010 pour un montant de 1.600.000 euros

Projets "changement climatique" identifiés ou engagés en Amérique latine

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
15/04/96	22/12/97	Programme d'électrification en zones rurales de Bahia	Brésil	381 123	15 244 902	MAEE-MI-NEFI
09/11/99	29/06/00	Conversion de véhicules au gaz naturel à Mexico	Mexique	1 400 000	5 000 000	MAEE
05/07/05	30/11/07	Projet géothermie Caraïbes	Dominique	2 000 000	5 500 000	AFD
02/04/10	26/11/10	Plateforme technique régionale de développement de REDD+ sur le plateau des Guyanes	Amérique lat./Rég.	1 000 000	3 200 000	MAEE
26/11/10		Conservation et gestion durable du Gran Chaco	Amérique lat./Rég.	1 500 000	5 000 000	MEDDTL
31/03/11	06/07/11	Valorisation du potentiel REDD+ et MDP pour le développement durable du Rio Grande de la Magdalena	Colombie	1 460 000	10 000 000	MAEE
Total Amérique latine	6 projets			7 741 123	43 944 902	

►►► Changement climatique

Projets "changement climatique" identifiés ou engagés en Asie et Pacifique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
21/10/94	20/09/96	Electrification photovoltaïque d'atolls isolés	Vanuatu	91 469	609 796	AFD
30/09/97	17/06/99	Amélioration de l'efficacité énergétique de la construction neuve	Chine	3 284 550	76 200 000	MINEFI-MEDDTL
22/12/97	17/06/99	Développement de la petite hydroélectricité en zones rurales isolées	Indonésie	610 000	50 000 000	MINEFI
15/11/02	27/11/03	Efficacité énergétique dans la programmation et la construction de logements	Chine	2 700 000	297 100 000	MEDDTL
27/11/03	26/03/04	Projet de transports collectifs intégré et durable du grand Hanoï	Vietnam	2 000 000	178 000 000	MINEFI
26/03/04	27/10/04	Diffusion des bonnes pratiques d'efficacité énergétique secteur de la construction	Afghanistan	1 350 000	12 915 000	MAEE
05/07/05	30/03/06	Appui au montage de projets MDP dans quatre provinces de l'ouest de la Chine	Chine	750 000	1 500 000	AFD
30/03/07	03/04/08	Appui au programme de financement des projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables	Chine	600 000	61 200 000	AFD
06/07/07	30/11/07	Plateforme de développement des bioénergies	Inde	200 000	420 000	AFD - MESR
02/04/09		Bangkok - Ville durable	Thaïlande	1 500 000	52 000 000	AFD
02/04/09	03/07/09	Cartographie climatique des Maldives	Maldives	1 500 000	6 337 595	AFD
27/11/09	09/07/10	Projet de "Carbone rural" et de renforcement de capacités dans les provinces du Sichuan et du Yunnan	Chine	1 000 000	75 300 000	AFD
02/04/10	09/07/10	Planification durable du secteur électrique des pays du Grand Mékong	Asie/Régional	1 000 000	7 000 000	AFD
09/07/10	26/11/10	Programme de diffusion massive de technologies sobres en carbone financées par les marchés du carbone	Asie/Régional	1 350 000	4 391 211	AFD
26/11/10		Projet RESCCUE (Restoration of Ecosystem Services against Climate Change Unfavorable Effects)	Pacifique/Régional	2 000 000	5 000 000	AFD
Total Asie et Pacifique 15 projets				19 936 019	827 973 602	

Projets "changement climatique" identifiés ou engagés en Europe de l'Est

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
30/09/97	09/11/99	Fonds d'efficacité énergétique et réduction des émissions de carbone	Europe de l'Est	2 000 000	102 000 000	MINEFI
15/11/02	27/11/03	Structuration d'une filière régionale bois énergie	Lituanie	1 050 000	10 800 000	MEDDTL
07/07/04	30/03/05	Renforcement des capacités et appui à la mise en place d'un fonds dédié à l'efficacité énergétique	Europe de l'Est	2 000 000	6 000 000	MAEE
Total Europe de l'Est 3 projets				5 050 000	118 800 000	

Projets "changement climatique" identifiés ou engagés en Méditerranée

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
22/11/95	06/05/98	Efficacité énergétique dans la construction et réglementation thermique	Tunisie	1 905 000	8 079 798	AFD
15/04/96	01/04/97	Amélioration de l'efficacité énergétique de parcs de logements collectifs	Liban	868 959	10 549 472	MEDDTL
22/12/97	26/03/01	Bois énergie en milieu urbain	Maroc	1 594 054	4 100 000	AFD
17/06/99	06/07/01	Electrification décentralisée et pompage solaire	Maroc	1 600 000	19 400 000	AFD
24/05/02	15/11/02	Projet de mise à niveau énergie-environnement Sidi-Bernoussi	Maroc	825 000	1 942 000	MAEE
07/07/04	27/10/04	Electrification rurale globale	Maroc	500 000	50 500 000	AFD
25/11/05	05/07/06	Mise en place d'une station d'épuration à Fès avec valorisation énergétique du biogaz	Maroc	900 000	65 820 000	AFD
06/07/07	30/11/07	Appui à la maîtrise de l'énergie dans l'industrie et le secteur tertiaire	Jordanie	1 560 000	3 340 000	AFD
06/07/07	27/11/09	Amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments	Maroc	900 000	13 200 000	MEDDTL
01/07/08	27/11/08	Assistance à l'Autorité Palestinienne pour le développement de la maîtrise de la demande d'électricité	Territoires Autonomes Palestiniens	1 000 000	2 400 000	AFD
02/04/09	03/07/09	Appui à l'amélioration des transports urbains du Caire	Egypte	1 000 000	2 870 000	AFD
27/11/09	09/07/10	Programme d'efficacité énergétique dans les PME industrielles	Turquie	1 500 000	3 000 000	AFD
09/07/10	26/11/10	Appui à la structuration des projets du Plan Solaire Méditerranéen (PSM)	Méditerranée/Rég.	750 000	1 500 000	MEDDTL-AFD
31/03/11	06/07/11	Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux (Phase 1)	Méditerranée/Régional	1 350 000	8 500 000	MEDDTL (1)
06/07/11	25/11/11	Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux (Phase 2)	Méditerranée/Régional	1 300 000		MEDDTL (1)
Total Méditerranée 14 projets				17 553 013	195 201 270	

(1) les deux projets comptent pour un seul projet.

Total changement climatique 66 projets

91 089 906

1 518 123 952

Eaux internationales

Projets "eaux internationales" identifiés ou engagés en Afrique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
06/05/98	29/06/00	Appui à la gestion des eaux du fleuve Sénégal	Afrique/Régional	1 350 000	2 950 000	MAEE
18/02/99	30/04/03	Système d'observation des cycles hydrologiques (HYCOS)	Afrique/Régional	1 000 000	2 220 000	MAEE
09/11/99	26/03/01	Contrôle de la pollution et contribution à la gestion du fleuve Zambèze	Zambie/Zimbabwe	1 500 000	1 927 500	MAEE
27/11/00	15/11/02	Appui à la commission du fleuve Orange-Senqu	Afrique/Régional	1 500 000	4 421 500	MAEE
27/11/03	07/07/04	Mise en place d'un observatoire de l'environnement du Bassin du fleuve Niger	Afrique/Régional	1 200 000	39 950 000	AFD-MAEE
27/10/04	25/11/05	Gestion des ressources halieutiques du sud-ouest de l'Océan Indien (SWIOFP)	Afrique/Régional	800 000	29 440 000	MAEE
27/10/04	30/03/06	Initiative pour le bassin du Nil	Egypte/Soudan/Ethiopie	1 000 000	4 000 000	AFD
18/12/06	06/07/07	Observatoire des ressources en eau du bassin de la Volta	Afrique/Régional	1 200 000	2 700 000	MAEE
01/07/08	27/11/08	Gestion de la biodiversité marine et côtière ouest africaine par le renforcement des initiatives de conservation et de suivi dans les AMP	Afrique/Régional	1 600 000	9 680 000	AFD
02/04/10	09/07/10	Suivi de la ressource en eau et outil prospectif sur le bassin du Fleuve Congo	Afrique/Régional	1 300 000	3 698 000	AFD-MAEE
31/03/11	06/07/11	Gestion intégrée et concertée des ressources en eau des systèmes aquifères d'Iullemeden, de Taoudéni/Tanezrouft et du fleuve Niger (GICRESAIT)	Afrique/Régional	499 380	2 039 650	MAEE-MEDDTL
06/07/11	25/11/11	Préservation du Lac Tchad : Contribution à la stratégie de développement du Lac	Afrique/Régional	800 000	12 400 000	AFD-MAEE
25/11/11		Contribution à la gestion durable et à la conservation du milieu marin dans la zone sud-ouest de l'océan indien : appuis aux innovations locales et aux partenariats	Afrique/Régional	1 000 000	3 200 000	AFD-MAEE
Total Afrique		13 projets		14 749 380	118 626 650	

Projets "eaux internationales" identifiés ou engagés en Amérique latine

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
20/12/96	17/06/99	Observatoire des ressources hydriques dans le bassin du Haut Paraguay	Amérique lat./Rég.	1 894 180	4 876 007	MINEFI
26/03/01	30/04/03	Protection environnementale du Rio de la Plata	Argentine/Uruguay	1 005 000	6 896 000	MAEE
30/04/03	26/03/04	Gestion des écosystèmes fluvio-lacustres du Rio Magdalena	Colombie	1 200 000	6 910 819	MAEE
25/11/11		Etablissement du fonds de financement à long terme du réseau d'Aires Protégées Marines et Côtières du Récif méso-américain (MAR Fund)	Amérique lat./Rég.	1 060 000	9 223 000	MEDDTL
Total Amérique latine 4 projets				5 159 180	27 905 826	

Projets "eaux internationales" identifiés ou engagés en Asie et Pacifique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
07/07/04	30/03/06	Appui à la commission du fleuve Mékong (MRC)	Asie/Régional	1 000 000	3 500 000	AFD
03/07/09	27/11/09	Aide à la décision pour une hydroélectricité durable dans le bassin du Mékong	Asie/Régional	800 000	4 075 000	AFD
06/07/11		Appui au développement durable de la Baie d'Ha Long et de sa région	Vietnam	1 000 000	3 400 000	AFD
Total Asie et Pacifique 3 projets				2 800 000	10 975 000	

Projets "eaux internationales" identifiés ou engagés en Europe de l'Est

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
20/09/96	30/09/97	Récupération des éléments irradiés du navire Lepse	Russie	1 417 041	8 634 712	MAEE
06/05/98	09/11/99	Appui à la gestion transfrontière du bassin de l'Irtys	Russie/Kazakhstan	1 000 000	2 500 000	MEDDTL
26/03/01	30/11/01	Réalisation d'un plan de gestion du bassin versant de la rivière Narva	Estonie et Russie	1 165 000	2 510 020	MESR
15/11/02	04/07/03	Gestion transfrontière du bassin de la Korös/Crisuri	Hongrie/Roumanie	1 024 000	3 700 000	MEDDTL
03/07/09	02/04/10	Renforcement des capacités d'administration des données pour l'évaluation et le suivi des ressources en eaux transfrontières des pays d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale (EOCAC)	Europe / Régional	800 000	2 252 260	MEDDTL
Total Europe de l'Est 5 projets				5 406 041	19 596 992	

Eaux internationales

Projets "eaux internationales" identifiés ou engagés en Méditerranée

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
21/10/94	21/10/94	Gestion des ressources du Bassin du Jourdain	Méditerranée	290 676	290 676	MINEFI
22/11/95	17/06/99	Données hydrologiques	Méditerranée	1 675 154	1 830 000	MINEFI
06/05/98	29/03/02	Appui à la mise en oeuvre du PAS MED	Méditerranée/Rég.	1 353 000	12 400 000	MEDDTL
30/04/03	27/11/03	Système aquifère du Sahara	Algérie/Libye/Tunisie	315 000	1 835 000	MEDDTL
05/07/05	30/03/06	Transfert d'eau de la Mer Rouge à la Mer Morte	Territoires autonomes palestiniens	1 000 000	12 970 000	AFD
18/12/06	06/07/07	Gestion partagée du système aquifère du Sahara septentrional	Méditerranée/Rég.	500 000	1 990 300	MEDDTL
06/07/07	03/04/08	Partenariat stratégique pour le grand écosystème marin de la Méditerranée	Méditerranée/Rég.	2 000 000	10 230 000	MEDDTL
03/04/08	01/07/08	Définition et appui à la mise en œuvre d'un plan global de dépollution et de protection de la lagune de Nador	Maroc	500 000	58 500 000	AFD
01/07/08	02/04/09	Lutte contre l'immersion de déchets en mer Méditerranée	Méditerranée/Rég.	350 000	1 162 000	MEDDTL
27/11/08	02/04/09	Gestion des aquifères côtiers du sud tunisien	Tunisie	950 000	4 000 000	MEDDTL
26/11/10	31/03/11	Renforcement du réseau d'aires marines protégées en Méditerranée (MedPAN)	Méditerranée/Rég.	750 000	1 664 400	MEDDTL
Total Méditerranée 11 projets				9 683 830	106 872 376	

Total eaux internationales 36 projets

37 798 431 283 976 844

Dégradation des terres, désertification et déforestation, POP

Projets "dégradation des terres, POP" identifiés ou engagés en Afrique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
20/12/96	30/09/97	Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme - ROSELT	Afrique/Régional	1 341 551	6 396 761	MAEE-MEDDTL
22/12/97	07/03/00	Environnement mondial et lutte contre la désertification	Afrique/Régional	3 000 000	3 300 000	MAEE
09/11/99	07/03/00	Appui au développement local de l'Ouest (padl)	Burkina Faso	1 600 000	11 200 000	AFD
27/11/00	30/11/01	Appui au développement local de l'Ouest (pdlo)	Burkina Faso	1 610 000	11 500 000	AFD
27/11/03	05/07/06	Programme d'élimination et de prévention de la résurgence des stocks de pesticides obsolètes	Mali	600 000	6 600 000	MEDDTL
27/10/04	31/01/05	Traitement environnemental de la lutte anti-acridienne	Afrique/Régional	1 000 000	10 684 000	MAEE
30/03/07	03/04/08	Lutte contre la désertification et gestion durable des ressources naturelles	Djibouti	1 000 000	8 900 000	AFD
06/07/07	03/04/08	Programme d'appui multi-pays pour l'agroécologie (PAMPA)	Afrique/Régional	1 000 000	3 250 000	MAEE
27/11/08	03/07/09	Gestion rationnelle des polychlorobiphényles PCB en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	800 000	10 376 016	MEDDTL
07/07/09	27/11/09	Gestion des ressources naturelles et foncières en Afrique Sahélienne	Afrique/Régional	750 000	2 565 562	AFD-MAEE
02/04/10	09/07/10	Programme régional de gestion durable des terres et d'adaptation au changement climatique au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PRGDT)	Afrique/Régional	2 000 000	13 200 033	MAEE
31/03/11		Développement d'une filière d'orpaillage équitable en Afrique de l'Ouest	Afrique/Régional	900 000	2 380 000	MAEE
Total Afrique 12 projets				15 601 551	90 352 372	

Projets "dégradation des terres, POP" identifiés ou engagés en Asie et Pacifique

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
26/03/04	07/07/04	Appui au développement des techniques agroécologiques	Laos	1 470 000	3 635 000	AFD
Total Asie et Pacifique 1 projet				1 470 000	3 635 000	

Projets "dégradation des terres, POP" identifiés ou engagés en Méditerranée

Date projets identifiés	Date projets engagés	Titre du projet	Pays	Subvention du FFEM en €	Montant total des projets en €	Institution membre
27/11/03	25/11/05	Programme d'élimination et de prévention de la résurgence des stocks de pesticides obsolètes	Tunisie	800 000	4 810 000	MEDDTL
07/07/04	05/07/06	Appui au développement de l'agriculture de conservation	Tunisie	1 400 000	8 900 000	AFD
18/12/06	30/03/07	Valorisation des oasis du sud marocain	Maroc	1 500 000	5 254 500	AFD
03/07/09	27/11/09	Protection de la biodiversité floristique de Jordanie	Jordanie	1 000 000	5 342 500	AFD
Total Méditerranée 3 projets				4 700 000	24 307 000	

Nota : le projet « Programme d'élimination et de prévention de la résurgence des stocks de pesticides obsolètes » ne compte que pour un projet et a été comptabilisé sur l'Afrique.

Total dégradation des terres, POP 16 projets

21 771 551 118 294 372

Couche d'ozone

Le montant indique la part bilatérale française gérée par le Secrétariat du FFEM et correspond également au montant total du projet.

Projets "couche d'ozone" identifiés ou engagés en Afrique

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	État	Type	Total en \$ après ajustement	Partenaires
07/94	Country programme preparation	Mauritanie	Divers	Clôturé	CPG	39 771	
09/94	Conversion of CFC-based commercial refrigeration installations in the fishing industry	Mauritanie	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	99 522	
09/94	Training of refrigeration technicians	Mauritanie	Réfrigération	Clôturé	Formation	25 000	
09/94	Institutional strengthening project proposal	Mauritanie	Divers	Clôturé	INS	25 983	
09/94	Training and awareness of personnel involved in the task of codifying and identifying ODS and ODS-containing material	Mauritanie	Divers	Clôturé	Formation	9 456	
07/95	Technology transfer workshop for African countries on practical implementation of the Montreal Protocol	Régional Afrique	Divers	Clôturé	Assistance technique	120 000	
05/96	Project preparation for projects in the hotel and fisheries industries and recycling	Sénégal	Réfrigération	Clôturé	Préparation	9 752	
02/97	Refrigeration management plan preparation	Côte d'Ivoire	Réfrigération	Clôturé	Préparation	27 375	
02/97	Country programme preparation	Madagascar	Divers	Clôturé	CPG	42 781	
02/97	Training of technicians in domestic refrigeration and air conditioning	Sénégal	Réfrigération	Clôturé	Formation	22 375	
03/98	Implementation of the RMP	Côte d'Ivoire	Réfrigération	Clôturé	Assistance tech.	31 43	
07/98	Project preparation in the foam sector (Fofy)	Mali	Mousse	Clôturé	Préparation	24 600	
11/98	Phase-out of CFC-11 by conversion to methylene chloride in the manufacture of flexible polyurethane foam at Fofy Industrie	Mali	Mousse	Clôturé	Investissement	151 000	
03/99	Technical assistance in air conditioning	Ghana	Réfrigération	Clôturé	Assistance tech.	137 107	
03/99	Documentary on traffic in second-hand refrigerators	Côte d'Ivoire	Réfrigération	Clôturé	Assistance tech.	94 619	
11/99	Implementation of the RMP: set up a national recovery and recycling network	Madagascar	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	70 805	
11/99	Implementation of the RMP: training of personnel in charge of control and monitoring of imports of ODS	Madagascar	Réfrigération	Clôturé	Formation	45 592	
11/99	Implementation of the RMP: training of trainers and refrigeration technicians in good service practices	Madagascar	Réfrigération	Clôturé	Formation	49 946	
12/00	Refrigeration and global environment evaluation of equipment modernization study	Afrique	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	18 900	
07/01	Implementation of the RMP: development and implementation of a tax/incentive programme	RCA	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	1 596	
07/01	Implementation of the RMP: training programme for customs officers	RCA	Réfrigération	Clôturé	Formation	50 500	
07/01	Implementation of the RMP: train the trainers programme for refrigeration technicians in good management practices and a training programme to address technicians in the informal sector	RCA	Réfrigération	Clôturé	Formation	43 141	
07/01	Implementation of the RMP: monitoring the activities of the RMP project, including registration of refrigeration service technicians, distributors and importers of CFCs	RCA	Réfrigération	Clôturé	Formation	17 264	
07/02	Project preparation for projects in commercial refrigeration production facilities	Côte d'Ivoire	Réfrigération	Clôturé	Préparation	28 964	
12/04	Implementation of the RMP update	Ethiopie	Réfrigération	Terminé	Assistance tech.	91 300	GIZ
12/04	Terminal CFCs phase-out management plan (first tranche)	Kénya	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Clôturé	Investissement	300 914	GIZ
12/04	Refrigerant management plan update	Mozambique	Réfrigération	Terminé	Assistance tech.	104 512	GIZ
12/04	Implementation of the RMP update	Ouganda	Réfrigération	Terminé	Assistance tech.	75 000	GIZ
07/05	Refrigerant management plan update	Tanzanie	Réfrigération	Terminé	Assistance tech.	158 752	GIZ
11/05	Implementation of the RMP: recovery and recycling component	Madagascar	Réfrigération	Terminé	Assistance tech.	40 500	
04/06	Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan)	Afrique	Réfrigération	En cours	Démonstration	383 595	ONU/UNEP
07/06	Project preparation for a terminal phase-out management plan	Seychelles	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Clôturé	Préparation	58 610	GIZ
11/06	Project preparation for a terminal ODS phase-out management plan	Ouganda	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Préparation	30 000	GIZ
03/07	Project preparation for a terminal phase-out management plan in the servicing sector	Ethiopie	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Préparation	30 000	GIZ
03/07	Terminal ODS phase-out management plan (first tranche)	Seychelles	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	120 000	GIZ
11/07	African customs enforcement networks for preventing illegal trade of ODS in the African sub-regional trade organizations (CEMAC, COMESA, SACU and UEMOA)	Afrique	Divers	En cours	Assistance technique	82 150	PNUE
04/08	Terminal CFCs phase-out management plan (second tranche)	Kénya	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	297 000	GIZ
07/08	Terminal phase-out management plan (first tranche)	RCA	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	55 000	
07/08	Terminal ODS phase-out management plan (second tranche)	Seychelles	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	60 000	GIZ
07/08	Terminal phase-out management plan (first tranche)	Ouganda	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	152 500	GIZ
04/09	Terminal CFCs phase-out management plan (third tranche)	Kénya	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	En cours	Investissement	198 911	GIZ
11/09	Terminal ODS phase-out management plan (third tranche)	Seychelles	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	13 000	GIZ
11/09	Terminal phase-out management plan (second tranche)	Ouganda	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	62 500	GIZ
07/10	Terminal phase-out management plan (second tranche)	RCA	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	45 000	
Total Afrique 44 projets et préparation de projets						3 546 729	

►►► Couche d'ozone

Projets "couche d'ozone" identifiés ou engagés en Amérique latine

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	État	Type	Total en \$ après ajustement	Partenaires
11/99	Project preparation for phase out of methyl bromide used in grain fumigation	Costa Rica	Fumigation	Financièrement clos	Préparation	95 743	
07/04	National CFC phase-out management plan: phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	Cuba	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Transféré	Assistance technique	90 760	
04/11	Demonstration project for disposal of unwanted ODS	Mexique	Destruction	En cours	Démonstration	501 690	ONUDI
Total Amérique latine 3 projets et préparation de projets						688 193	

Projets "couche d'ozone" identifiés ou engagés en Asie

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	État	Type	Total en \$ après ajustement	Partenaires
07/94	Country programme preparation	Vietnam	Divers	Clôturé	CPG	21 035	
10/96	Project preparation/technical assistance for MAC recycling and training in good servicing practices	Iran	Réfrigération	Clôturé	Préparation	30 000	
10/96	Technical assistance on alternative technologies for cold storage facilities and project preparation	Vietnam	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	35 036	
05/97	No clean process improvement training for electronic assemblers who phased out the use of CFC-113	Malaisie	Solvants	Clôturé	Formation	223 602	
11/97	Projects preparation and technical assistance in the halon sector	Iran	Halons	Clôturé	Préparation	32 250	
11/97	Project preparation and technical assistance in the solvent sector	Iran	Solvants	Clôturé	Préparation	38 065	
11/97	Set up of a national programme of recovery and recycling CFC-12 (pilot project in Tehran)	Iran	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	242 975	
03/98	Conversion to non-CFC facilities of 4 companies producing cars and wagons equipped with MAC-umbrella project	Iran	Réfrigération	Clôturé	Investissement	113 366	
11/98	Small and medium enterprises study	Iran	Divers	Clôturé	Assistance tech.	28 050	
11/98	Project preparation in the commercial refrigeration sector	Syrie	Réfrigération	Clôturé	Préparation	16 922	
11/98	Technical assistance in the air-conditioning sector	Syrie	Réfrigération	Clôturé	Assistance tech.	25 982	
03/99	Technical assistance in air-conditioning	Jordanie	Réfrigération	Clôturé	Assistance tech.	20 866	
03/99	Technical assistance for country programme and refrigerant management plan preparation	Laos	Divers	Clôturé	CPG	43 369	
07/99	Survey for halon banking management plan in West Asia (Bahrain, Lebanon, Qatar and Yemen)	Asie	Halons	Clôturé	Assistance technique	31 087	
07/99	Conversion to ODS-free technology at Dorcharkh Company	Iran	Solvants	Clôturé	Investissement	174 890	
07/99	Halon management programme	Iran	Halons	Transféré	Assistance tech.	121 800	
07/99	CFC emission reductions in spinning halls air conditioning systems chillers (pilot project)	Vietnam	Réfrigération	Clôturé	Investissement	225 409	
11/99	Project preparation of phase out of use of ODS solvent in production of parts working in high voltage conditions	Chine	Solvants	Clôturé	Préparation	82 500	
11/99	Development of a halon banking management plan	Syrie	Halons	Clôturé	Assistance tech.	57 536	
11/99	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Bashar Refrigerators	Syrie	Réfrigération	Clôturé	Investissement	132 498	
11/99	CFC emission reduction in central air conditioning	Syrie	Réfrigération	Terminé	Investissement	106 383	
11/99	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Sarkisian Refrigerators	Syrie	Réfrigération	Terminé	Investissement	57 783	
11/99	No clean process improvement training for electronic assemblers	Thaïlande	Solvants	Clôturé	Formation	119 900	
03/00	Halon banking management plan in West Asia countries: Bahrain, Lebanon, Qatar and Yemen (jointly implemented with Germany)	Asie	Halons	Clôturé	Assistance technique	120 100	
07/01	Implementation of the RMP: recovery and recycling, training and demonstration project (complement)	Laos	Réfrigération	Terminé	Assistance technique	40 800	
07/01	Implementation of the RMP: training of trainers in good refrigerant management practices (phase I); national technicians training project (phase II)	Laos	Réfrigération	Terminé	Formation	78 750	
07/01	Implementation of the RMP: customs training programme	Laos	Réfrigération	Terminé	Formation	81 542	
07/01	Establishing a halon bank and umbrella project for 63 manufacturers	Syrie	Halons	Clôturé	Assistance technique	164 900	
12/03	National CFC phase-out plan: 2004 annual implementation programme	Iran	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	1 006 620	GIZ

suite du tableau page suivante ►►►

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	État	Type	Total en \$ après ajustement	Partenaires
04/04	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme	Inde	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	1 000 000	GIZ
04/05	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2005 annual programme	Inde	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	1 000 000	GIZ
04/05	National CFC phase-out plan: 2005 annual implementation programme	Iran	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	500 000	GIZ
07/06	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2006 annual programme	Inde	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Investissement	500 000	GIZ
07/06	Project preparation for a terminal phase-out management plan for CFCs	Laos	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Clôturé	Préparation	39 750	
07/07	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2007 annual programme	Inde	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	Terminé	Assistance technique	500 000	GIZ
04/08	Terminal phase-out management plan (first tranche)	Laos	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	En cours	Investissement	189 300	
07/10	Terminal phase-out management plan (second tranche)	Laos	Plan national de gestion de l'élimination finale de CFC	En cours	Investissement	161 781	
Total Asie 37 projets et préparation de projets						7 364 847	

Projets "couche d'ozone" identifiés ou engagés en Méditerranée

Date d'engagement	Titre du projet	Pays	Secteur	État	Type	Total en \$ après ajustement	Partenaires
05/96	Projects preparation and technical assistance in the foam sector	Liban	Mousse	Clôturé	Assistance technique	19 505	
05/96	Project preparation for the formulation of a project to implement a recycling network for CFC-11, CFC-12 and HCFC-22	Maroc	Réfrigération	Clôturé	Préparation	20 000	
10/96	Project preparation for the commercial refrigeration sector	Liban	Réfrigération	Clôturé	Préparation	33 540	
10/96	Project preparation to establish a CFC and HCFC recovery and recycling centre	Liban	Réfrigération	Clôturé	Préparation	31 257	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Plastiflex Sarl	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	149 665	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Fomaco Sarl	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	153 117	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of rigid foam (sandwich panels) at Kilzi and Co. Sarl	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	141 537	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of polyurethane flexible molded foam at Meuble Mode Sarl	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	55 465	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Merza Foam Sarl	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	112 541	
10/96	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Furniture and Plastic Sarl (FAP)	Liban	Mousse	Clôturé	Investissement	249 432	
10/96	Technical assistance on alternative technologies for cold storage facilities	Maroc	Réfrigération	Clôturé	Assistance technique	42 234	
11/97	Conversion of refrigeration industrial facilities	Liban	Réfrigération	Clôturé	Investissement	158 770	
11/97	Training of refrigeration technicians on recovery and recycling methodologies	Liban	Réfrigération	Clôturé	Formation	54 913	
11/97	Implementation of an ODS recovery and recycling network	Liban	Réfrigération	Terminé	Assistance technique	425 289	
11/97	Training of refrigeration technicians on recovery and recycling methodologies	Maroc	Réfrigération	Clôturé	Formation	55 401	
11/97	Implementation of an ODS recovery and recycling network	Liban	Réfrigération	Terminé	Assistance technique	355 867	
07/99	Remaining issues for a RMP and preparation of strategy and projects for reduction of CFC emissions in centrifugal chillers	Liban	Réfrigération	Terminé	Assistance technique	24 784	
11/99	Phase-out of methyl bromide use in the cut flower and banana production	Maroc	Fumigation	Terminé	Investissement	1 006 652	
12/00	Technical assistance for cold storage equipment (training and demonstration project)	Maroc	Réfrigération	Terminé	Assistance technique	114 337	
Total Méditerranée 19 projets et préparation de projets						3 204 306	

Total couche d'ozone 103 projets

14 804 075

REPÈRES 2011 SUR LES ACTIONS DE COMMUNICATION

LES SÉMINAIRES ET AUTRES FAITS MARQUANTS

JANVIER

Tous domaines : mise en ligne du nouveau site web du FFEM, en liaison avec les équipes du site de l'AFD.



Biodiversité : 1er Colloque sur les Aires Marines Protégées de la Caraïbe, du 24 au 27 janvier 2011.



FEVRIER

Biodiversité : Conférence « Quel avenir pour les récifs coralliens ? » à l'Aquarium de la Porte Dorée, à Paris, le 7 février.

MAI

Climat : Atelier sur la séquestration carbone du bambou (26 et 27 mai), dans le Yunnan (Chine).

JUIN

Climat : Salon du bâtiment et des énergies renouvelables à Casablanca (Maroc) (21-23 juin).

Biodiversité : Conférence - débat à partir de l'évaluation du projet ICEMA : Gestion Intégrée et Communautaire des Ecosystèmes en Namibie.



JUILLET-OCTOBRE

Biodiversité : Le FFEM à l'exposition Maya au Musée du Quai Branly.

OCTOBRE

Biodiversité : Conférence présentant le bilan de 20 ans d'intervention de l'AFD et du FFEM dans le secteur forestier du Bassin du Congo (6 octobre, Paris - AFD).

NOVEMBRE / DÉCEMBRE

Climat : Conférence des parties à la Convention sur les Changements Climatiques (du 28 novembre au 9 décembre, Durban).

LES PUBLICATIONS

JANVIER

Biodiversité : Rapport de capitalisation - Forum des ONG environnementales de l'Afrique de l'Ouest organisé en juin 2010 à Ouagadougou.

Biodiversité : Revue sur les performances des placements des fonds fiduciaires de conservation de la biodiversité.

AVRIL

Tous domaines : Cadre de programmation stratégique 2011-2012.



JUILLET

Tous domaines : Rapport annuel 2010 des activités du FFEM en français et en anglais.

Biodiversité : Guide d'évaluation des lacunes des systèmes d'aires protégées.

AOÛT

Biodiversité : Brochure de capitalisation suite à l'évaluation de deux projets de développement durable dans le couloir biologique méso-américain.



OCTOBRE

Biodiversité : Rapport final de capitalisation sur les actions du FFEM pour conserver la biodiversité du Bassin du Congo.

Biodiversité : Brochure synthétique - bilan des actions en matière de conservation de la biodiversité du bassin du Congo.



NOVEMBRE

Climat / Biodiversité : Publication de la plaquette sur les engagements français en faveur du REDD+ mis en œuvre par le FFEM.

PRESSE / NEWSLETTERS

JANVIER

Tous domaines : Article « Le FFEM, un outil original », diffusé sur le réseau des Ambassades, Latitude France.

Tous domaines : Newsletter mensuelle de l'AFD de janvier à décembre, rubrique FFEM.

Dégradation des terres / Climat : Communiqué sur la signature de la convention FFEM/CILSS pour le programme régional de gestion durable des terres et d'adaptation au changement climatique.

Biodiversité : Lettre APAO (mensuelle).

FEVRIER

Biodiversité : Article presse locale burundaise, sur la signature de la Convention UICN et ONG APRN/BPM, dans le cadre du programme de petites initiatives (PPI).

Biodiversité : Article sur l'exploitation durable des forêts d'Afrique Centrale (site du MEDDTL, portail biodiversité, rubrique AIF).

MARS

Biodiversité / Climat : Lancement du concours A'bois à la maison de l'architecte en Ile-de-France par les étudiants architectes de Versailles - Newsletter et site web Fondation Chirac.

AVRIL

Climat : newsletter du projet « Carbone rural » en Chine.

JUIN

Biodiversité : Bulletin d'information de la Fondation IGF Mozambique sur le projet « Co-gestion de la réserve naturelle nationale de Gilé et développement de sa périphérie ».

Biodiversité : Newsletter du Projet Antilopes sahélo-sahariennes, le Damagram.

Ozone : Article sur la coopération franco-laotienne : plan d'élimination totale des gaz réfrigérants au Laos.

SEPTEMBRE

Biodiversité : Communiqué UICN/FFEM sur la signature de la convention de financement entre l'UICN France et le FFEM pour la 3ème phase du PPI.

OCTOBRE

Biodiversité : Newsletter du Projet Antilopes sahélo-sahariennes, le Damagram.

DÉCEMBRE

Climat : Article sur un atelier qui présentait les résultats des 15 audits énergétiques conduits en 2011 dans des bâtiments industriels et publics en territoires palestiniens.



Photos de la couverture : Franck Ribas / BRLi, Nils Devernois / AFD

Coordination et rédaction : FFEM - Valérie Fakir et Julia Tondoux

Conception graphique et réalisation : Assoko-studio Brigitte Verdeaux

Dépot légal : Juin 2012

ISSN : 2114-1509

Ce rapport a été imprimé par une imprimerie certifiée "FSC®" sous le numéro C038071 et membre du réseau IMPRIM'VERT*
Il est imprimé avec des encres végétales en utilisant un mouillage sans alcool, sur un papier certifié FSC®.

* Réseau engagé dans la volonté de réduire les impacts environnementaux liés aux activités de l'imprimerie. C'est une marque crédible parce que son cahier des charges est fondé sur trois critères : la bonne gestion des déchets dangereux, la sécurisation de stockage des liquides dangereux et la non utilisation des produits toxiques.





FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
5, RUE ROLAND BARTHES 75598 PARIS CEDEX 12
TEL. +33 1 53 44 42 42 - FAX +33 1 53 44 32 48
<http://www.ffem.fr> Courriel : ffem@afd.fr

